

• octobre 1995 • n° 395 •

**IMPRECOR**  
• prix : 35 FF / TF3 / 150 FB •



*Terre et liberté :*

**De l'Espagne à la Bosnie**

# SOMMAIRE

## TAHITI

Sous la plage les pavés  
Laurent DUROSE

## RUSSIE

Quelle stabilité ?  
Poul FUNDER LARSEN

## CINEMA

Un regard radicalement solidaire  
Miguel ROMERO

## GRECE

Les fruits très amers de l'explosion nationaliste  
Georges MITRALIAS

## MEXIQUE

La consultation zapatiste  
Ulises MARTINEZ FLORES

## PALESTINE

Sous l'Autorité palestinienne!  
Walid SALEM

## LIVRES DU MOIS

## BRESIL

XX<sup>e</sup> congrès du PT

3

7

10

27

29

30

33

36

## Dossier:

## Bosnie-Herzégovine

De la crise à l'éclatement  
CHRONOLOGIE 14

Bosnie-Herzégovine une et divisée 16  
Catherine SAMARY

Cynisme des grandes puissances 19  
Catherine SAMARY

Halte à l'intervention impérialiste 21  
Livio MAITAN

Un convoi pour Tuzla 26  
ENTRETIEN

## Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



## ABONNEMENT (11 numéros par an)

|                                |                       |                    |
|--------------------------------|-----------------------|--------------------|
| France - DOM-TOM - Europe      | 190 FF pour six mois. | 360 FF pour un an. |
| Afrique du Nord - Moyen-Orient | 200 FF pour six mois. | 380 FF pour un an. |
| Afrique - Amériques - Asie     | 220 FF pour six mois. | 460 FF pour un an. |
| Pli fermé France - Europe      | 250 FF pour six mois. | 500 FF pour un an. |

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Institutions (600 FF, 1 AN) ☐

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois) ☐

« Découvrir INPRECOR » \* (75 FF, 3 mois) ☐

\*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Tahiti

## Sous la plage les pavés

*C'est une des dernières colonies françaises, un pays que l'on décrit souvent comme le dernier paradis dans tous les guides de voyage, la Polynésie soi-disant française, plus exactement Te Fenua Maohi ou Te Ao Maohi, dans la langue vernaculaire (1). Cette région, trop souvent oubliée, réapparaît brusquement dans tous les médias. Chirac a cru bon d'y reprendre les essais nucléaires, malgré une opinion internationale défavorable. Localement, le premier tir atomique a conduit à près de deux jours d'émeutes, d'une violence rarement atteinte en Polynésie.*

*Laurent Durosé  
Paris, septembre 1995*

**L'AÉROPORT A ÉTÉ INCENDIÉ**, bloquant tout trafic aérien. Le centre de Papeete a connu de nombreux dégâts. On a pu dénombrer plusieurs dizaines de blessés après les affrontements entre indépendantistes et forces de l'ordre. Un Tahitien a eu la main arrachée par une grenade lacrymogène. Dès le lendemain, une procédure judiciaire d'urgence a été déclenchée. De nombreux Maohis (indépendantistes, syndicalistes, chômeurs...) ont été enfermés, un syndicat a été déclaré hors-la-loi. Mais que se passe-t-il dans ce « paradis » ?

Composée de près de 130 îles, représentant 3 600 km<sup>2</sup> de terres immergées dans 4 millions de km<sup>2</sup> d'océan (superficie de l'Europe), ce territoire d'outre-mer (T.O.M.) (2) se trouve à 17 000 km de Paris au centre de l'Océan Pacifique. Toutes ces îles sont réparties en plusieurs archipels : Société (avec Tahiti, Moorea, etc.), Gambier, Australes, Marquises, Tuamotu (avec notamment Moruroa). La plus grande de toutes est bien sûr Tahiti (1042 km<sup>2</sup>, huit fois plus petite que la Corse) avec la capitale Papeete.

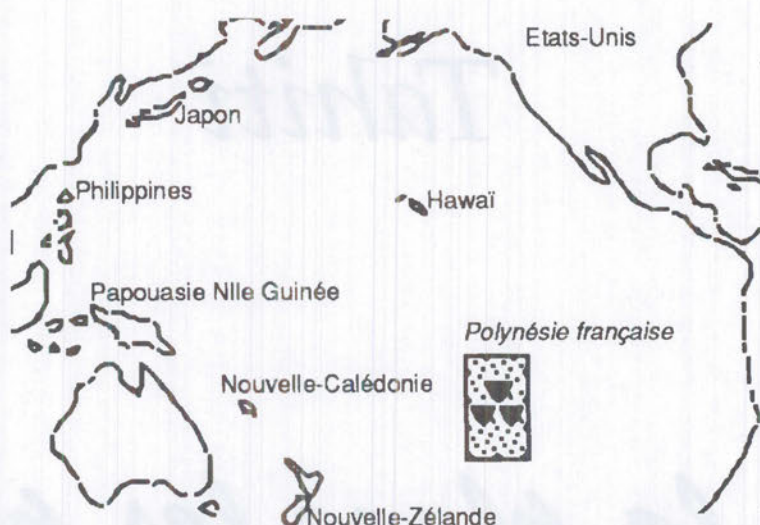
Des populations venant du Sud-est asiatique sont à l'origine du peuplement des archipels du Pacifique, elles débarquent en Polynésie à partir du 4<sup>e</sup> siècle de notre ère. Ces migrations se déroulèrent sur de grandes pirogues. A la fin du 18<sup>e</sup> siècle, les occidentaux s'installent définitivement

avec l'arrivée des missionnaires protestants de la *London Missionary Society*, qui remplaceront les croyances locales par le christianisme en chassant les prêtres, en détruisant les temples, mais également en imposant certaines règles de vie européennes et certaines « valeurs » : le travail, l'argent, la morale, le repentir, la pudeur. En 1834 des missionnaires catholiques français débarquent aux Marquises pour tenter de supplanter les protestants. Derrière cette bataille religieuse (3) se déroule en fait une lutte d'influence entre la France et l'Empire Britannique pour s'imposer dans cette partie du monde. En 1838, le pasteur Pritchard encourage la reine Pomare IV à demander le protectorat anglais. Mais en 1842, l'amiral Dupetit-Thouars multiplie les pressions, et obtient la signature d'un accord entre la France et Pomare. Espérant une réaction britannique, elle demande par une lettre, à la population de patienter jusqu'à l'arrivée des Anglais (qui d'ailleurs ne viendront

1) Le nom de la population de cette région est maohi et non maori (habitants de Nouvelle-Zélande). Quant à l'atoll occupé par le Centre d'expérimentations du Pacifique : Mururoa ne veut rien dire, l'orthographe correct est Moruroa de moru, filet piège à poissons, et roa qui signifie grand.

2) Les dernières colonies françaises sont soit des Départements d'Outre-Mer (DOM), soit des Territoires d'Outre-Mer (TOM).

3) La religion a toujours une importance considérable aujourd'hui par une activité éducative, voir politique importante. On trouve 50 % de protestants (église antinucléaire), 34 % de catholiques. Une réunion politique commence souvent par une prière.



jamais). Cette missive provoque l'effet inverse, le vent de la révolte commence à souffler. Le combat est inégal, des villages sont bombardés depuis les navires, des milliers d'habitants sont déportés en Kanaky. Malgré certaines victoires comme à Huahine, la résistance dépose les armes en 1847. Tout au long de cette période, le peuple Maohi est décimé, non seulement par les armes, mais également par les maladies venant d'Europe. Les îles Marquises passeront de plus de 20 000 habitants à l'arrivée des occidentaux à 2 000 en 1916 à cause de diverses épidémies.

**EN 1901 SONT CONSTITUÉS** les établissements français de l'Océanie (EFO). Durant la Première et la Deuxième Guerre mondiale, des volontaires polynésiens combattent en Europe et beaucoup périront. C'est un des survivants du Bataillon du Pacifique, Pouvanaa, qui devient le premier leader autonomiste et remporte les élections législatives de 1949. Il est très populaire du fait de son passé, mais également parce qu'il fait constamment référence à la Bible. Il y a par contre ambiguïté sur son programme, demande-t-il l'indépendance ou l'autonomie ? En reo maohi (langue des maohis), tiamaraa signifie les deux. De toutes façon, c'est avant tout un leader que l'on suit. Il est surnommé le « metua », le père, par ses fidèles. Il crée en 1950 le Rassemblement démocratique des populations tahitiennes (RPDT), qui obtient 18 des 25 sièges de l'Assemblée territoriale. En 1957, les EFO prennent le nom de Polynésie Française. Un an plus tard se déroule le référendum de De Gaulle sur les colonies, Pouvanaa fait campagne pour le non, la radio d'Etat lui est interdite et les transports maritimes officiels sont étrangement bloquées. C'est à partir de ce moment là, qu'un certain nombre de décisions sont prises par le pouvoir gaulliste, toutes guidées par la volonté d'installer le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP). En premier lieu, Pouvanaa, suite à une machination est condamné à 8 ans de réclusion et 15 ans d'interdiction de séjour, il sera exilé à la prison des Baumettes à Marseille. En 1961, est construit l'aéroport de Faa'a, permettant d'affréter le matériel nécessaire pour le CEP.(4)

**TE AO MAOHI COMPTE AUJOURD'HUI** 212 000 habitants, dont plus des deux tiers vivent à Tahiti, la zone urbaine de Papeete représente à elle seule plus de 100 000 personnes. La répartition ethnique est la suivante : 83,8 % de Polynésiens et assimilés, 11,4 % d'Européens (98 % de Français), 4,3 % d'Asiatiques (majoritairement des Chinois (5)) et 0,5 % d'autres ethnies. Pour les Polynésiens et assimilés,

66 % sont des Maohis et 17 % des métis ou « Demis »(6). A la différence de la Kanaky, il n'y a pas de « colons français » détenant l'ensemble du pouvoir. Il est vrai que la quasi-totalité de l'économie est dirigée par des « Demis », au profit de l'impérialisme français.

**L'INSTALLATION DU CEP** a considérablement bouleversé la situation économique du Fenua. De 1962 à 1965 le nombre d'Européens double. Les besoins de main-d'œuvre conduisent à envoyer des bateaux dans les îles pour recruter. Rapidement, l'administration devient la première entreprise du territoire, la masse monétaire qu'elle distribue augmente de façon spectaculaire en une dizaine d'année. La demande en biens de consommation progresse à une vitesse folle, dans le même temps les exportations chutent : arrêt de l'activité de la mine de phosphate de Makatea en 1966, chute de la production agricole (coprah, vanille, café, etc.) à cause de l'émigration massive des Maohis vers Tahiti. La balance commerciale devient donc fortement déficitaire, ce qui conduit à une dépendance totale de l'économie vis-à-vis de l'extérieur. Malgré la réduction des moyens mis en œuvre par le CEP à partir de 1975, l'exode rural continue. Les plans de relance de l'Etat et certains efforts d'industrialisation notamment dans le tourisme, ne peuvent absorber cet afflux de populations, qui s'entassent dans les bidonvilles de Papeete et Faa'a. Une majorité, coupée de sa culture et de ses structures familiales traditionnelles, erre entre emplois précaires, non qualifiés, et chômage sans réussir à s'intégrer aux « valeurs occidentales ». Les changements de statut du territoire en 1977 et en 1984 ne modifient que peu cette situation. Les tensions sociales continuent de s'aiguïser et en octobre 1987, de violentes émeutes éclatent, pendant une grève des dockers du port de Papeete.

**AUJOURD'HUI, LE CHOMAGE** atteint entre 15 et 20 % de la population active (7 000 chômeurs en 1988 dont plus de 50 % de femmes), touchant majoritairement les Maohis (5 470 sur 7 000 en 1988), notamment les jeunes. De plus, il n'existe aucune allocation chômage, ni même le Revenu minimum d'insertion (RMI). On estime que près de 40 000 personnes vivent dans la misère sur l'île de Tahiti, avec une crise du logement sans précédent. En dehors de la situation économique décrite plus haut, l'échec scolaire, donc la sous-

4) *Moruroa notre bombe coloniale*. L'Harmattan, 1993.

5) Naturalisés dans les années 70 (pour raisons électorales), ils détiennent 90 % du commerce.

6) *Tahiti métisse*. Denoël, 1989.

qualification, amplifie ce phénomène. Il concerne bien évidemment en majorité des Polynésiens de souche. Il faut noter que le reo Maohi n'est devenu langue officielle qu'en 1980.

**LES CONSÉQUENCES SOCIALES** sont nombreuses : délinquance, alcoolisme avec une forte consommation de la bière locale, culture et commerce du pakalolo — le cannabis local. La drogue toucherait un jeune sur trois. Dans ce contexte, les femmes tentent de faire face à de nombreux problèmes. Tout d'abord, l'accès à la contraception est compliqué. Les Polynésiennes désirent n'avoir, aujourd'hui, pas plus de 5 enfants, et non 10 ou 12 comme leurs mères. Mais le service d'éducation pour la santé n'a que peu de moyens, et l'existence du planning familial territorial n'a jamais été officialisée (seulement 56 % des femmes en âge de procréer utilisent un moyen contraceptif). Enfin, la loi sur l'IVG (7) n'a pas été étendue à ce territoire d'outre-mer (on y recense entre 2 500 et 3 000 avortements par an pour 5 500 naissances). Le second problème, affectant les femmes, est l'augmentation de la consommation d'alcool (elle est plus importante surtout chez les hommes) qui est passée de 4 litres d'alcool pur, par an et par habitant en 1958, à 10 litres aujourd'hui. Les effets immédiats sont la progression du nombre de viols, de femmes battues, et l'apparition d'un alcoolisme féminin. Troisième fléau, la prostitution s'est développée avec l'arrivée massive de militaires, et également avec le développement du tourisme.

**DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE**, la situation n'est guère plus réjouissante, puisque c'est une caisse plus ou moins privée, la Caisse de protection sociale (CPS) — réservée aux salariés — qui s'en occupe. La fiscalité, quant à elle, était jusqu'à très récemment, basée uniquement sur des impôts indirects, défavorisant fortement les bas revenus. A partir de 1992, suite à l'arrêt du CEP, le gouvernement territorial négocia « un pacte de progrès » avec l'Etat français. Laissons Gabriel Tetiarahi, militant associatif, en parler : « *Dans les faits, le pacte de progrès s'est très vite transformé en un accord cadre qui cède plusieurs pans de l'activité économique, l'eau potable, l'électricité, les ordures ménagères, le tourisme aux multinationales (...) la loi Pons-Flosse offre à celles proches de la droite française des possibilités de création de sociétés d'économie mixte et de jouir de bonifications, d'allègements (fiscaux) si elles investissent outre-mer (...) Les grands hôtels privatisent des espaces côtiers et se construisent sans études d'impact sur l'environnement...* ».

**DANS CETTE SITUATION COMPLEXE**, les luttes sociales se multiplient. Après les émeutes de 1987, des mouvements importants se sont déroulés dans les secteurs de l'hôtellerie, du commerce. Des grèves générales ont éclaté contre le gel des salaires en 1993, contre l'instauration de la CST en 1994. Plus récemment au début de cette année des barrages ont été dressés à Papeete, et des affrontements violents avec les forces de l'ordre ont eu lieu suite à des licenciements dans une entreprise de la capitale.

**LE PARTI AU POUVOIR** aujourd'hui est le Tahoeraa Huiraatira (8). Cette organisation est en fait la section locale du Rassemblement pour la République (RPR). Son principal dirigeant est Gaston Flosse, qui est également député (9) et président du territoire. Ancien instituteur, son parcours politique est avant tout fait de corruption et de magouilles en tous genres. Il a déjà été mis en examen plus de 15 fois, il

est surnommé « monsieur 10 % » au Fenua. Mais il peut compter sur un fidèle ami : Jacques Chirac. Ce dernier considère Flosse comme son « frère » (10). Le Tahoeraa peut affirmer son pouvoir grâce aux médias locaux. Les deux quotidiens appartiennent au groupe Hersant, et la seule télévision est RFO, que les Maohis surnomment : Radio Flosse Outre-mer. En dehors du Tahoeraa, il existe un certain nombre de petits partis bourgeois, qui passent des alliances politiques avant tout en fonction de leurs intérêts. Ils servent en général de soutien actif à des notables locaux (Vernaudeau, Léontieff), dont les carrières politiques sont basées essentiellement sur opportunisme et affairisme. Si la droite est bien présente, la gauche au sens métropolitain du terme est très faible. Le PC n'existe pas. Par contre, on trouve une petite organisation proche du PS : le Tiroo Parti, dont le principal dirigeant, Jean Marius Rapotoo, se déclare démocrate social de gauche.

**ENTRE L'ARRESTATION DE POUVANAA** en 1958 et le début des années 70, la mouvance « autonomiste » (11) perd peu à peu de sa crédibilité, car elle ne se sert de la revendication d'indépendance que pour faire pression sur la France. De plus, pour les élections françaises (notamment présidentielles), ses consignes de vote sont dictées uniquement par des intérêts tactiques. Le RDPT, dissous par l'Etat, est transformé en *Pupu Here Ai'a* (dirigé à l'époque par John Teariki). Ce parti est aujourd'hui une organisation bourgeoise, dont un des leaders, Jean Juventin, a soutenu Edouard Balladur aux dernières présidentielles. Une autre organisation autonomiste était *Te Ea Api*, dont le leader était Francis Sanford, récemment sorti de sa retraite politique pour soutenir lui aussi Balladur. Cette mouvance étant complètement discréditée, à partir des années 70 apparaissent les premières organisations indépendantistes. Certaines sont très radicales, comme *Te Toto Tupuna* ou *Te Taata Tahiti Tiamia*. Elles sont plutôt dirigées par des « révoltés ». Plusieurs de leurs dirigeants sont enfermés à la fin des années 70, après un attentat à l'explosif à la Poste de Papeete et l'assassinat d'un officier de marine. Ces deux actions ont été revendiquées par *Te Toto Tupuna*, mais Charlie Ching (chef de *Te Taata Tahiti Tiamia*) est également emprisonné comme inspirateur. En 1975, le *Ia Mana* te nunaa arrive sur la scène politique avec deux orientations foncièrement nouvelles : c'est un parti laïc (ses réunions ne débutent pas par des prières) et il se déclare socialiste, autogestionnaire. Il veut introduire le concept de la lutte des classes en Polynésie. Mais il commet rapidement de multiples erreurs. En 1981, il appelle à voter Mitterrand, mais celui-ci continue les essais nucléaires. En 1982, trois élus du *Ia Mana* entrent à l'assemblée territoriale avec 9 % des voix. Mais en 1987, après l'éviction de Flosse, ils font une alliance avec Alexandre Léontieff (député RPR dissident). Leur leader, Jacques Drollet, devient ministre de la santé et le *Ia Mana* finit de se discréditer. Aux élections de 1991, il ne fait plus

7) La limitation des naissances est un sujet controversé en Polynésie, les hommes sont plus réticents que les femmes, surtout les plus politisés. Ils ont peur que les Maohis se retrouvent minoritaires dans leur propre pays.

8) Le Tahoeraa possède 18 sièges sur 41 à l'assemblée territoriale, mais une alliance lui permet d'avoir la majorité absolue.

9) Son premier mandat de député, il l'obtint grâce à Poniatowski, alors ministre de l'intérieur, qui lui créa une circonscription sur mesure.

10) Flosse était d'ailleurs secrétaire d'état aux DOM-TOM dans le gouvernement de Chirac entre 1986 et 1988, poste où il a largement contribué à la répression en Kanaky.

11) Cette mouvance ne demandait qu'un peu plus d'autonomie vis-à-vis de la France.



que 2 % des voix et n'obtient aucun élu. Aujourd'hui deux partis indépendantistes sont particulièrement actifs. Le Pomare Parti est une organisation plutôt « traditionaliste » et « conservatrice », dirigée par Joinville Pomare, descendant des rois Pomare. Il défend la tradition Maohie, et lutte pour que toutes les terres du Fenua reviennent aux Maohis. Il réalise des occupations de terres en y installant des populations. Il mène également des actions judiciaires au niveau international en se basant sur la victoire des Maoris, qui ont récemment récupéré des milliers d'hectares aux grosses compagnies néo-zélandaises.

**MAIS LA PRINCIPALE ORGANISATION** indépendantiste est le Tavini Huiraatira-Front de Libération de la Polynésie, fondé en 1977 par Oscar Temaru. En 1983, ce dernier devient maire de Faa'a, commune la plus peuplée du territoire, se faisant le défenseur des exclus. Il est réélu en 1989 et 1995 (70 % des voix). A l'assemblée territoriale, le Tavini a 4 élus depuis 1991. L'indépendance est la base de tout le programme où la religion tient également une grande place : l'emblème du Tavini est une croix avec la mention « Dieu est mon maître ». Dans le programme sont prévues nationalisations et extension des services gratuits. Ses terrains de lutte sont la mobilisation contre les essais, contre l'installation de grands hôtels, par occupation de terrains. Le Tavini demande également la réinscription par l'ONU de *Te Ao Maohi* sur la liste des pays à décoloniser. Un débat existe à l'intérieur de ce parti, certains voulant définir qui est polynésien et qui ne l'est pas, d'autres demandant, comme Patrick Leboucher, d'accepter ceux qui aiment la Polynésie. Oscar Temaru est un homme populaire, de par son charisme et sa simplicité. Mais ses méthodes sont parfois autoritaires, preuve en est une manifestation récente à Tahiti où il a décidé unilatéralement de dresser des barrages, sans prévenir les autres organisations de la flottille de la paix (12) Voilà un peu le spectre politique de la Polynésie. Parlons maintenant du mouvement syndical.

**IL Y A UNE MULTITUDE D'ORGANISATIONS.** La première centrale du territoire est l'USATP/FO (affilié à Force ouvrière) dirigée par Pierre Frébault. Ce syndicat s'est battu contre un accord de gel des salaires en 1993 (le patronat promettant en échange de ne pas licencier), mais par contre a soutenu la CST, impôt direct touchant avant tout les salariés. Deux syndicats sont proches du mouvement indépendantiste. Tout d'abord, il y a A Tia I Mua (plus ou moins proche de la Confédération française démocratique des travailleurs (CFDT), qui suite aux dernières émeutes a été déclaré hors-la-loi, et ses dirigeants ont été arrêtés, dont le secrétaire général, *Hiro Tefaarere*. En 1991 cette organisation menait une bataille importante contre des mesures fiscales du gouvernement Flosse en bloquant Papeete. mais en 1993 ce même

syndicat soutenait l'accord sur « l'emploi » comportant le gel des salaires, alors que Tefaarere, du fait de son statut de fonctionnaire était assuré d'une augmentation de 5 %. Ex-fonctionnaire des Renseignements généraux, il est capable de mener des actions très « musclées », comme de casser des mouvements sociaux. En 1992, il intervient pour faire cesser une grève que A Tia I Mua avait lancée dans la fonction publique et exclut six dirigeants syndicaux. Certains rejoignent la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP), dont un dirigeant, Roland Oldham, était à la manifestation antinucléaire le 20 juillet 1995, à Paris. Cette organisation désire travailler un peu comme l'Union des syndicats des travailleurs Kanaks et des exploités (USTKE) La CSIP est antinucléaire et pour le droit à l'autodétermination du peuple Maohi. Elle s'est battue à la fois contre le gel des salaires en 1993, et contre la CST en 1994. Elle est très présente dans l'hôtellerie et aux deux supermarchés Continent de Tahiti. Depuis le début de l'année, ses militants sont très actifs : lutte contre les licenciements à la Brasserie de Tahiti en février (des affrontements eurent eu lieu avec les gardes mobiles suite à l'installation de barrages à l'entrée de Papeete), mobilisations contre la reprise des essais nucléaires. Lors de la confrontation avec les gendarmes à l'aéroport de Faa'a, la CSIP était également présente. Enfin, cette centrale syndicale a une démarche originale envers le mouvement associatif. Elle participe à la construction de l'Unité de Liaison Nationale (ULN) des ONG du pays Maohi : Hiti Tau (« Temps Nouveaux »).

**FONDÉE EN 1992**, par 7 organisations, elle en comporte environ 50, avec une diversité très importante : associations de défense de l'environnement, des droits de l'homme, une centrale syndicale. Des actions sont menées dans de nombreuses directions : identité culturelle, droit à l'autodétermination, micro-projets de développement, protection de l'environnement naturel et social. Depuis 1994, Hiti Tau fonctionne avec des commissions : Femme, développement durable, culture, etc. Ce réseau est partie prenante de *Pacific Island Association of Non-Government Organizations* (PIANGO) qui regroupe toutes les ULN du Pacifique. Ces militants sont constamment victimes de violations des libertés : en 1993 Jacky Bryant, responsable de *Atuatu Te Natura*, instituteur, est muté pour s'être présenté aux élections contre le maire de Bora-Bora, Gabriel Tetiarahi, militant de Te Hui Tiama (ligue polynésienne indépendante des droits de l'homme), il est aujourd'hui un des principaux animateurs de Hiti Tau et de Piango, est soumis à des persécutions administratives pour avoir débattu des essais nucléaires sur le plateau d'Arte. C'est certainement dans Hiti Tau que la réflexion sur l'avenir du Fenua Maohi est la plus avancée, c'est également dans ce réseau que les idées progressistes sont le plus présentes en Polynésie.

L'Etat Français a donc installé, grâce à la bombe, une économie de type colonial. Aujourd'hui, l'impérialisme utilise une répression brutale. Il est donc évident que la lutte contre la reprise des essais à Moruroa, ne peut être menée qu'en liaison avec le soutien du combat pour l'indépendance du peuple Maohi. ★

12) Collectif polynésien contre les essais regroupant des indépendantistes, des syndicalistes, des associations, etc.

# Russie

## Quelle stabilité ?

*Après les années de désordre politique et de déclin économique les élites politiques en Russie connaissent une nouvelle phase, celle du « consensus national » et de la « stabilité ». Le gouvernement Tchernomyrdine clame le succès de sa politiques de « stabilisation financière » prescrite par le Fonds monétaire international (FMI), tout en annonçant que la privatisation est désormais irréversible.*

*Par Poul FUNDERLARSSEN  
Moscou, août 1995*

**LA SUPERSTRUCTURE POLITIQUE** qui est à l'origine de ce « succès » gouvernemental est le quasi-officiel « Parti des patrons », « Notre Maison la Russie », formé par le Premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Lors des élections législatives prévues le 17 décembre ce parti défendra les couleurs du gouvernement pro-capitaliste, avec l'ultime perspective de maintenir le tandem Eltsine-Tchernomyrdine au pouvoir, y compris après les élections présidentielles de mois de juin 1996.

L'absence d'une opposition forte et crédible au « Parti au pouvoir » donne une chance de succès à un tel pari, mais le résultat final est loin d'être certain, puisque non seulement la propagande gouvernementale n'est pas en mesure d'amortir les conséquences de cinq ans de ravaudage provoqué par la « réforme » économique pro-capitaliste (pour ne citer que quelques exemples : la chute de la production de 50 %, destruction de l'industrie, taux de chômage estimé à 13 %, développement de la criminalité, etc.), ni de stopper les guerres à la frontière de l'« empire » en Tchétchénie et au Tadjikistan.

Depuis la libéralisation des prix en janvier 1992 qui a conduit à l'hyper-inflation, la priorité principale du gouvernement a été l'adoption de la « stabilisation financière » du type FMI. Dès lors, l'avènement de cette politique a été

proclamé régulièrement au moins deux fois par an, néanmoins sans aucun résultat concret. La dernière tentative de réduction de l'inflation au-dessous de 2 % par mois par le biais d'une restriction budgétaire a échoué d'une manière surprenante, les prophètes officiels ont fini par admettre finalement que l'inflation en décembre sera de 7 à 8 %, exactement comme en été 1992, c'est-à-dire trois ans et demi avant l'application de la douzaine de « plans de stabilisation ».

Par ailleurs, les dépenses gouvernementales ont été fortement réduites (avec des conséquences désastreuses sur l'éducation, la santé, la culture, la science, etc.). Les vastes monopoles commerciaux formés au cours du processus de privatisation de la propriété nationalisée opèrent, dans une large mesure, dans des marchés fictifs, et utilisent leurs positions privilégiées pour accumuler des superprofits. L'exemple le plus frappant est le géant Gazprom, le plus grand producteur de gaz naturel et probablement en terme de revenus la plus grande compagnie au niveau mondial. Cette dernière ne se contente pas d'éviter de payer les impôts mais procède également à une augmentation des prix à la consommation dépassant de loin le développement général des coûts et des prix à la demande. Incidemment, Gazprom est le fief personnel de Tchernomyrdine.

Loin de faciliter la prospérité générale et la décentralisation, ce qui fut l'argument clé des libéraux dans la conjoncture des années 1982-1992, la privatisation a ouvert la voie à une gigantesque centralisation d'énormes fortunes entre les mains d'une minorité. Avec comme conséquence politique l'apparition de nouvelles alliances parmi des groupes au sein de l'appareil de l'État qui reflètent les intérêts des différents monopoles, alors que la criminalité économique, y compris la pratique de l'assassinat, ne cesse de croître dans tous les sphères de l'économie

## LE « NEW DEAL » DE TCHERNOMYRDINE

Le gouvernement de Tchernomyrdine est devenu le symbole de ce « New deal » réalisé au détriment de l'écrasante majorité de la population. Après l'exclusion des monétaristes les plus haïs (Yegor Gaidar et Boris Fyodorov) au lendemain de la défaite des libéraux aux élections de la Douma en 1993, Tchernomyrdine a réussi à forger une large alliance entre le secteur de l'industrie russe, plus dépendant des investissements et des débouchés occidentaux (par exemple l'industrie du pétrole, du gaz et de la métallurgie), et ceux qui ont constitué l'essentiel du capital russe « avec orientation nationale » (les secteurs bancaires, des franges du secteur de la défense et de l'agro-industrie).

Le gouvernement est devenu l'institution centrale des négociations entre les lobbies et les appareils luttant pour le pouvoir et l'influence. Dans ce processus la présidence de Eltsine a été inévitablement marginalisée en cédant en pratique la position prédominante à Tchernomyrdine.

La base matérielle de la convergence d'intérêt est la privatisation des entreprises qui a transformé « le directeur rouge » (en qui l'opposition dure du début des années 90 avait assez confiance), en manager de la propriété dans un cadre marchand, sinon entièrement capitaliste. L'expression commerciale de cela est la position de plus en plus dominante de nouvelles banques russes, c'est-à-dire les banques commerciales organisées dans la période 1988-1991. Ce tournant est apparu très clairement lorsqu'au début de l'année 1995 un consortium de banques « a offert » de venir au secours du gouvernement qui avait de sérieux problèmes de trésorerie en échange d'une participation substantielle dans des grandes entreprises de l'État qui doivent être mises aux enchères dans la période 1995-1996. Finalement cette proposition concrète ne s'est pas réalisée, néanmoins elle a révélé l'assurance croissante de la bourgeoisie russe en formation.

Certes, le futur de cette nouvelle classe dépend de la lutte politique dans la société dans son ensemble et notamment de la lutte pour le contrôle de l'appareil de l'État. La fortune de « ces nouveaux Russes » a été créée uniquement par le pillage de la propriété et du patrimoine d'État. Leur avenir est lié à celui de l'appareil de l'État au sein duquel ils ont vécu comme des parasites.

La réforme économique à la Tchernomyrdine a été une bénédiction pour ces couches tout en détruisant de larges secteurs de l'industrie russe qui produisent pour le marché intérieur. Une partie considérable de l'industrie légère est en stagnation et même après cinq années de déclin constant, la production de ce secteur devrait diminuer encore de 35 % en 1995. Toutefois, malgré les coûts sociaux de la « réforme », et la concurrence entre les lobbies sectoriels au sommet, le gouvernement de Tchernomyrdine a réussi à main-

tenir cette fragile alliance sur la base du dénominateur commun minimum, à savoir, la poursuite de la privatisation, les subventions aux lobbies les plus forts et la liberté d'action pour le monopole. Voilà la formule qui réunit dans le même gouvernement le libéral dur Chubais et le « kolkhozien rouge » Zaveryukha. Le succès de cette approche, qui illustre en même temps les « principes » de l'opposition, est confirmé par le fait qu'au mois de juin le gouvernement a facilement évité un vote-sanction en assurant une nouvelle tranche de crédit au complexe agro-industriel. C'est ainsi que la majorité de la fraction parlementaire du parti agraire s'est rangée du côté du gouvernement.

## LA FACE VIOLENTE DU CAPITALISME RUSSE

La poussée pro-capitaliste des dernières années a provoqué une vague sans précédent de crimes qui, à plusieurs occasions a secoué la société russe et contribué à faire tomber d'une façon spectaculaire la popularité de Eltsine et de son gouvernement. En 1994, il y a eu plus de 500 assassinats d'hommes d'affaires et de figures publiques, commis par des tueurs à gage. Parmi les victimes figurent trois membres du parlement, Vlad Listyev, le principal journaliste russe et d'innombrables managers de banques et de sociétés importantes. Ce nombre indique dans quelle mesure la privatisation formelle — qui est en réalité un pillage de la propriété de l'État — en l'absence d'une infrastructure marchande et d'un cadre légal susceptibles d'assurer une forme au moins primaire de compétition économique, a conduit à la pure barbarie. Dès lors, la seule forme prise par la « compétition » devient l'élimination physique des concurrents, dans un milieu monopolistique dominé par des clans maffieux, bénéficiant de ramifications dans l'appareil d'État. L'allocation massive de ressources au ministère de l'Intérieur et les sept remaniements au sein des services secrets en moins de 4 ans, n'ont donné aucun résultat réel, du fait que ces organismes sont eux même infiltrés par les structures criminelles et la corruption. C'est pourquoi, pour être efficace toute lutte systématique contre le crime organisé devrait être une lutte contre l'appareil d'État existant qui a commis lui-même des crimes atroces.

La guerre en Tchétchénie en est un exemple. Jusqu'ici des dizaines de milliers de citoyens russes ont été tués par l'armée de leur propre pays et une région toute entière a été détruite par une aventure militaire qui aura des répercussions sérieuses dans les années à venir. Cette guerre non déclarée a été lancée et conduite par Eltsine et par « les ministères du pouvoir » (ministère de la Défense, ministère de l'Intérieur et services secrets) sans la moindre décision démocratique ou la possibilité d'un veto parlementaire. Les divisions au niveau gouvernemental dont on a beaucoup parlé entre des faucons (le ministre de la Défense Gratchov) et la colombe Tchernomyrdine se réduisent en réalité à une discussion sur la question de savoir si, après une destruction systématique de la Tchétchénie, on devrait rechercher un accord négocié dans l'esprit de « diviser pour régner » ou si l'on devrait continuer la guerre pour les années à venir. C'est finalement la première option qui a pris le dessus compte tenu des contraintes économiques, et surtout du désastre de Budyonovsk qui a révélé au grand jour l'incompétence de la police et des militaires russes.

## ★ RUSSIE

Toutefois, il reste à voir s'il est possible de trouver une solution politique durable. Si on tient compte des attitudes adoptées jusqu'ici par Moscou dans ce conflit, il semble probable qu'on exigera une capitulation de fait les Tchétchènes ou on insistera sur une partition à la suite de laquelle la partie nord de la Tchétchénie serait intégrée dans la Russie en ne laissant aux Tchétchènes qu'un espace de Bantoustan. Le processus de purification ethnique des Tchétchènes dans la région russe de Stavropol, à la frontière tchétchène, semble aujourd'hui, plutôt, favoriser cette dernière hypothèse.

### DEUX ÉLECTIONS

Ce développement représente un mauvais présage pour les élections à la Douma de décembre 1995 et les élections présidentielles de juin 1996. La constitution de Eltsine adoptée lors des élections d'octobre 1993 a transformé le parlement (Douma et Chambre haute) et le Conseil fédéral en clubs de discussions. Le grand nombre de partis et d'alliances qui se préparent à se présenter au parlement rend le résultat final peu prévisible.

Le parti de Tchernomyrdine « Notre Maison la Russie » qui se confond complètement avec l'administration de l'État, bénéficiant de ressources illimitées et d'un grand accès aux médias, devrait assurer un score convenable au « Parti au pouvoir ». Incontestablement, les élections à la Douma donneront le ton des élections présidentielles de juin 1996. En dépit du poids politique croissant de Tchernomyrdine et des tendances sociales qui font de cet ancien directeur d'entreprise et homme d'affaires un candidat mieux placé que l'ancien bureaucrate Eltsine (les sondages lui donne 7 à 8 % de popularité) celui-ci est décidé à tenter sa chance pour être réélu.

Le système électoral à deux tours rend également le résultat final peu prévisible. Seul un éparpillement du vote au premier tour entre les différents candidats, pourrait conduire à un face à face entre Eltsine et le leader de l'extrême droite Vladimir Zhirinovsky où le premier serait avantagé. Quelque soit le cas de figure, le plus grand avantage de Eltsine réside dans la faiblesse de l'opposition tous courants confondus.

### L'OPPOSITION À LA RECHERCHE D'UNE IDENTITÉ

Les courants libéraux sont en crise. Lors des élections de décembre 1993, ces courants ont réussi à obtenir 25 % des votes, néanmoins ces votes sont aujourd'hui éparpillés entre de faibles partis qui n'auront aucune emprise sur les prochaines élections.

Le vieil establishment libéral, est aujourd'hui plus préoccupé par la prédominance des éléments compradores dans l'émergence d'un « capital national » et le déplacement consécutif des politiques russes vers un consensus étatiste, que par la question du rétablissement du marché. Notons par ailleurs, que ce même vieil establishment a été choqué par les atrocités de la politique de Eltsine en Tchétchénie.

Ce qui reste de l'opposition « dure », à savoir communiste et forces chauvinistes « patriotiques » a subi un changement générationnel. Les leaders pré-décembre 1994 comme Ruts-

koi ont été mis à l'écart. Le parti et les leaders susceptibles de percer lors des élections de décembre 1995 et juin 1996 sont plus modérés. Ils sont pro-capitalistes tout en acceptant le consensus qui a suivi octobre 1993.

Du côté nationaliste, la force principale (à part l'imprévisible Zhirinovsky) sera sans doute représentée par le Général Aleksander Lebed et son bloc de patriotes modérés qui sont pour une réforme capitaliste. Ce que sera exactement le profil de cette coalition de nombreux groupes reste à voir. Mais un score important pour Lebed, qui a déclaré que Pinochet est un de ses idoles politiques, serait un mauvais présage pour le futur de la démocratie en Russie.

Le Parti communiste de Gennady Zyuganov a la possibilité de revenir à la nouvelle Douma en tant que groupe de majorité relative mais son leader qui est un mélange de bureaucrate vieux style et de conférencier nationaliste, n'a, de toute façon, aucune chance de gagner les élections présidentielles. Le programme qu'avanceront les communistes et leurs cousins du parti agraire, demeure un mystère. Zyuganov, toujours fort en matière de rhétorique nationaliste, a toujours évité de préciser par quelle politique concrète on devrait renverser cinq années de Eltsinisme. On a l'impression qu'une victoire du parti communiste comporterait très peu de changements dans les orientations économiques générales mais fort probablement une accentuation de la conception « Russie d'abord » en politique étrangère. Dans cette situation le choix pour les militants de gauche n'est pas facile. Certains d'entre eux ont essayé de travailler dans les syndicats mais il est improbable qu'un bloc bien défini du mouvement ouvrier puisse y surgir. D'autres travaillent dans le parti communiste en s'efforçant d'y construire une opposition internationaliste et socialiste ou, tout au moins, d'obtenir une place pour des candidats socialistes indépendants.

### L'OPTION NAZARBAYEV

La situation politique générale demeure instable. Plusieurs observateurs dans les médias russes ont prédit que les tensions sociales et économiques allaient se renforcer créant ainsi un climat imprévisible pour la campagne électorale. En effet, sans la perspective d'une véritable stabilisation et avec la baisse des salaires réels un tel pronostic reste envisageable, même si les travailleurs sont largement passifs et les luttes incapables de générer une claire opposition dynamique.

Si un tel processus devait se développer et les élections de décembre aboutir à un résultat en contradiction avec les intérêts du « parti au pouvoir » Eltsine aurait encore l'option Nazarbayev : à savoir organiser un référendum pour éviter de telles élections, comme ce fut le cas au Kazakhstan avec Nazarbayev ou en Ouzbékistan avec le Président Karimov.

Il n'est pas difficile de trouver des partisans de cette solution parmi les politiciens pro-Eltsine ou parmi la nouvelle élite d'hommes d'affaires. Cependant une telle option ne pourrait guère garantir la stabilité à court et moyen terme. Une telle situation pourrait, en revanche, déclencher une crise politique à l'instar de celle de septembre-octobre 1993.



# Cinéma

## Un regard radicalement solidaire

A propos du nouveau film de Ken Loach *Tierra y Libertad*,  
sortie nationale en France le 4 octobre 1995

Par Miguel Romero

Viento Sur, Madrid, 21 juin 1995

JE NE CROIS PAS QUE QUICONQUE PARMI les gens de gauche puisse rester indifférent à ce film. Je dois avouer que je le défendrais becs et ongles même si ce n'était qu'un film de propagande, mauvais par définition. Je lui saurais gré par dessus tout de vouloir sauver de l'oubli, en ces temps obscurs, ces gens qui ont lutté pour la révolution avec lucidité et générosité, et m'ont enseigné certaines choses parmi les plus importantes que j'ai apprises dans ma vie. Mais si *Tierra y Libertad* n'avait que cette qualité, Loach (qui abhorre le « cinéma de propagande ») aurait échoué et ne mériterait alors guère plus qu'un pieux silence. S'il faut parler de *Tierra y Libertad*, et s'il mérite la plus passionnée des discussions, c'est parce qu'il s'agit d'un film magnifique, qui ouvre la porte sur une chambre secrète, où se trouvait enfermée au plus grand secret une part douloureuse et nécessaire de l'histoire de la guerre civile espagnole. « C'est l'histoire d'un grand espoir. C'est ce qui m'attirait le plus. C'est l'un de ces rares moments dans l'histoire de l'humanité où on voit les gens prendre le contrôle de leur propre vie. C'était très important pour moi de partager cette sensation d'accomplissement et de comprendre pourquoi cela s'est mal terminé. »

Loach travaille toujours avec des moyens très modestes, mais son œuvre est beaucoup plus ambitieuse et complexe que ce qui apparaît à première vue. Il appartient à une souche rare de cinéastes (Rossellini, Nicholas Ray, Víctor Erice, etc.) attachés non pas à raconter mais à révéler la réalité. Nous devons les juger au niveau de leurs ambitions. Nous sommes en droit d'exiger d'eux qu'ils recherchent la vérité, tout comme la petite-fille de Dave cherche dans la vieille valise le sens d'une poignée de terre enveloppée dans un mouchoir rouge.

**TIERRA Y LIBERTAD EST CONSTRUIT** comme un demi cercle, un voyage aux antipodes : l'itinéraire politique et moral d'un jeune prolétaire anglais, que la solidarité antifasciste pousse à combattre en Espagne, où il se trouve incorporé, par pur hasard, dans les milices du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Dave découvrira la révolu-

tion d'abord et la contre-révolution ensuite, par son expérience vécue, sans que pèse sur lui la moindre considération idéologique.

Quelle révolution vit Dave ? Avant tout, la révolution c'est la solidarité. Cette solidarité commence dans le train qu'il emprunte à la frontière, où les gens l'accueillent sur le champ comme un des leurs, avec une générosité spontanée et inconditionnelle. Elle se poursuit dans les rapports entre hommes et femmes dans la milice. Blanca et Maïté sont des personnages d'une force impressionnante qui marqueront subtilement l'évolution politique des événements. Dans les premiers temps, dans la milice, quand les gens « prennent le contrôle de leur propre existence », elles y trouvent toute leur place : elles luttent, elles vivent et elles aiment librement ; elles s'expriment quand elles le veulent, parmi les femmes du peuple, dans l'assemblée qui discute de la collectivisation. Mais quand le processus révolutionnaire commence à refluer, le rôle des femmes change : même si le groupe de miliciens refuse de s'intégrer formellement à l'armée régulière (qui à cette époque, octobre 1936, s'attachait à structurer au plus vite les gouvernements de Largo Caballero et de Tarradellas), la pression pour « institutionnaliser » le camp républicain finira par infecter la milice et enverra Maïté à la cuisine et Blanca à l'infirmerie ; ce retour aux rôles traditionnels des femmes anticipe sur l'involution générale des événements.

**ENFIN, LA SOLIDARITÉ S'EXPRIME** dans toute son intensité dans l'internationalisme de la milice. La solidarité internationale dans la guerre civile espagnole a toujours été identifiée avec les Brigades internationales — sans aucun doute la force la plus nombreuse —, qui sont intervenues dans la guerre à partir de novembre 1936 et ont été dans leur très grande majorité recrutées et encadrées par les partis communistes. Loach a sauvé de l'oubli ces autres internationalistes, libertaires, trotskystes, mais aussi des militants des partis communistes, comme Dave et Lawrence, et a réussi, par des moyens simples mais extraordinairement efficaces, à transmettre le sentiment fraternel qui les unis-

## Interview de Ken Loach par Lola Galán (El País)

**El País : *Tierra y Libertad* m'apparaît comme une approche autrement subtile, et assez rare, de la guerre civile espagnole. Le film aborde les problèmes dans les rangs républicains.**

Ken Loach : C'est l'histoire d'un jeune Anglais au chômage qui part combattre les fascistes en Espagne. Par le plus pur hasard, il se retrouve dans les rangs d'un petit groupe anarchiste du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) et il réalise que les choses ne se passent pas comme elles devraient, que les miliciens communistes ne leur apportent aucune aide, alors qu'ils appartiennent tous au même camp. Le film est l'histoire de cette rupture, de l'expérience vécue par ce jeune dans la guerre.

● **Quiconque aborde la guerre civile espagnole en tire toujours quelque conclusion nouvelle. Quelle est la vôtre ?**

Je n'en ai pas. Enfin, si, mais je ne voudrais pas la réduire à une phrase. Je crois que je peux dire que dans cette guerre, à cette époque, s'est présentée la possibilité réelle d'un changement de vie du peuple d'Espagne ; qu'on était au seuil d'une véritable révolution et qu'elle a été bloquée par les communistes, par Staline.

● **Ces affrontements ont probablement été décisifs dans la défaite du camp républicain.**

Bon, la division de la gauche y a contribué, mais également l'absence de soutien des pays occidentaux. A cela s'est ajoutée la politique de Staline, sa lutte contre les secteurs plus ou moins rebelles. Il y a eu de nombreux facteurs ; voilà pourquoi je dis que la guerre civile a offert une réelle possibilité de changement social. Et c'est pourquoi sa mémoire est toujours aussi douloureuse pour les Espagnols. Cela réveille toujours une énorme passion. Et même les jeunes qui ont travaillé sur le tournage de *Tierra y Libertad* m'ont étonné par leur engagement pour le socialisme. ★

sait (la cohabitation des langues, vécue comme la chose la plus naturelle qui soit ; l'amitié entre le communiste anglais Dave et le républicain irlandais Coogan, etc). Mais Loach va au-delà du sens moral et sentimental de la solidarité de la milice : il cherche à en comprendre le contenu politique. C'est là un aspect essentiel du film, mais aussi particulièrement risqué et difficile. Je crois que Loach relève avec succès ce défi en combinant trois éléments.

D'abord, la valeur de l'auto-organisation comme principe politique et moral : la milice n'est pas une armée, et ne veut pas l'être ; elle ne pratique pas le salut militaire, ne connaît pas la hiérarchie ; les décisions qui la concernent sont prises par voie de vote. Ce sens de la vie, plus libertaire que « poumiste », s'exprime formellement dans le contre-uniforme de la milice (face au caractère hostile et menaçant des uniformes de l'armée républicaine dans la scène du désarmement).

Ensuite, le projet de révolution sociale : la collectivisation, la nécessité de changer la vie immédiatement, d'exprimer dans une nouvelle organisation sociale solidaire la victoire remportée sur les fascistes.

ENFIN, LA FRATERNITÉ DÉMOCRATIQUE : dans le groupe de la milice, non seulement on s'habille différemment, mais on pense aussi différemment. Dans l'assemblée

sur la collectivisation, et dans celle qui discute plus tard de l'intégration à l'armée régulière, tout le monde peut s'exprimer et être écouté. Lawrence abandonnera la milice quand il le voudra, et non pas parce qu'on aurait pu penser à l'en expulser pour ses idées différentes de celles de la majorité. L'expérience que Dave va vivre à Barcelone s'éloignera de ce projet — radicalement solidaire, et de ce fait même révolutionnaire — jusqu'à la tragédie finale.

Mais Dave n'est pas un converti. Loach le laisse vivre. Il s'enrôle d'abord dans les Brigades internationales sans imaginer qu'il trahit ses anciens amis et amies qu'il a laissés sur le front d'Aragon ; d'où sa sincère perplexité quand, après la scène d'amour pudique et tendre, il essuie les paroles très dures de Blanca qui le met face au dilemme de choisir sa tranchée dans le conflit dévastateur qui a éclaté dans les rangs républicains. Il prend de plein fouet l'affrontement militaire de la Telefónica (une scène magistrale, pour moi la plus émouvante du film) et confesse alors son désarroi, son incapacité à comprendre ce moment tragique et absurde de la guerre civile. Enfin, il comprend la signification de ce qui se passe en écoutant dans un bar les commentaires sectaires, grossiers et machistes des jeunes soldats donnant la version stalinienne des événements de mai 1937. Le bar est l'image antinomique à la milice : Dave y est seul ; on l'y traite même comme un étranger. C'est un lieu insolidaire et hostile à la milice et à tout ce qu'elle représente. Dave prend le parti de la loyauté envers ses camarades miliciens, envers ce qu'ils sont et ce que cela signifie.

ON A ACCUSÉ LE FILM DE MANICHÉISME. Je crois que Loach était conscient de ce risque, par ailleurs inévitable quand il s'agit d'un conflit violent opposant deux conceptions antagoniques. L'accusation me semble injuste : Dave n'est en rien un personnage construit sur des critères manichéens et c'est lui l'axe du film. Mais peut-être Loach aurait-il pu aller plus loin, en donnant à l'Anglais Lawrence un rôle plus important dans l'histoire. Parce que Lawrence est politiquement stalinien, mais ce n'est pas un contre-révolutionnaire. Les idées qu'il défend dans l'assemblée sur la collectivisation sont les plus élaborées, les plus politiques. Il abandonnera la milice pour s'enrôler dans l'armée régulière par conviction, persuadé qu'il servait ainsi la lutte pour la cause des travailleurs. Il y sera un des responsables de la répression armée contre ses anciens camarades et, à l'opposé de la sûreté avec laquelle il s'exprimait dans l'assemblée sur la collectivisation, il ne saura alors que répéter, et répéter encore, la consigne officielle : « Vos chefs vous trompent. » Ce crime perpétré, Lawrence pourra devenir un héros de la lutte contre Franco, prêt à y risquer sa vie. Si on ignore Lawrence, je crois qu'on ne peut pas comprendre complètement le stalinisme, dont l'accusation la plus dure qu'on puisse lui adresser est d'avoir détruit une formidable génération révolutionnaire, en obtenant qu'une partie liquide l'autre, au nom de « la révolution et le socialisme ». *Tierra y Libertad* nous parle de ceux qui, plongés dans cette horreur, ont combattu pour tout, pour vivre et pour faire la révolution ; et qui ont tout perdu. Sauf une poignée de terre dans un mouchoir rouge, que Loach a eu le talent et le courage de projeter du passé vers l'avenir. Elle n'appartient plus qu'à celui qui la fait sienne. Comme ce pourrait bien être le cas de la petite-fille de Dave et de ses amis ★

# Bosnie-Herzégovine

## De la crise à l'éclatement de la fédération

1981

Emeutes au Kosovo. Revendications socio-économique et politiques (pour un statut de république). Etat de guerre.

1986

Slobodan Milosevic devient le premier secrétaire de la Ligue des communistes de Serbie. L'Académie serbe des sciences élabore un projet de memorandum (non public) : il estime que les Serbes ont été les victimes du régime titiste et tire le bilan négatif de la paralysie de la Fédération.

1988

Tensions en Slovanie avec l'armée fédérale.

Manifestations de masse « anti-bureaucratiques » favorables à Milosevic au Monténégro et en Vojvodine. Démission des directions en place. Un million de manifestants à Belgrade contre le « génocide anti-serbe » censé être perpétré au Kosovo. Grèves de mineurs, émeutes et purges au Kosovo.

1989

Le gouvernement d'Ante Markovic lance une « thérapie » de choc. Les travailleurs de Vukovar font un appel à la grève générale dans toute la Yougoslavie.

Le 28 mars 1989, remise en cause de l'autonomie des deux provinces de Serbie (Kosovo et Vojvodine).

Slovanie : abolition du rôle dirigeant du parti et réaffirmation du droit de sécession (septembre).

1990

Congrès de la LCY : abandon du rôle du parti, rupture des Slovènes et ajournement du congrès.

Victoire de coalitions anti-communistes en Croatie et Slovanie.

Les députés albanais du Kosovo proclament leur République.

La constitution croate change le statut des Serbes de Croatie.

Elections en Macédoine (pas de majorité absolue).

Elections en Bosnie : 60 % pour les trois partis nationalistes.

Slobodan Milosevic élu président de la Serbie.

1991

Manifestation de l'opposition à Belgrade ; l'armée intervient.

Référendum sécessionniste en Krajina serbe de Croatie.

Référendum sur la souveraineté en Croatie.

Déclarations d'indépendance en Slovanie et Croatie (juin).

Intervention de l'armée yougoslave en Slovanie. Retrait de l'armée hors de Slovanie pendant l'été.

Les douze décident un embargo sur les armes.

Siège de Vukovar ville multi-ethnique de Slavonia.

Vote du parlement bosniaque sur la souveraineté.

Référendum d'indépendance en Macédoine.

L'Allemagne reconnaît l'indépendance slovène et croate.

1992

Reconnaissance de l'indépendance croate et slovène par les autres pays de la CEE (le 15 janvier). L'acte entérinant la fin de la Fédération est signé officiellement à Zagreb.

# Bosnie-Herzégovine : une et divisée

*Les ministres des Affaires étrangères de Croatie, République fédérative de Yougoslavie (fédération serbo-monténégrine) et Bosnie-Herzégovine ont approuvé un projet d'accord marquant un tournant dans la guerre qui ravage la Bosnie-Herzégovine. Mais ils l'ont fait pour des raisons radicalement opposées.*

*Par Catherine Samary*

*Paris, 19 septembre 1995*

**COTÉ BOSNIAQUE**, c'est la reconnaissance par la Serbie de la souveraineté de la République dans ses frontières qui est le motif de satisfaction : mais est-ce la consolidation d'une Bosnie-Herzégovine multiculturelle et multi-ethnique ? On peut en douter, malheureusement.

Côté serbe, en effet, c'est la reconnaissance d'une République serbe en Bosnie par le gouvernement bosniaque qui est l'essentiel. Cet État dans l'État est doté de sa constitution propre, de sa monnaie (celle de la Serbie), et de ses forces armées tristement célèbres.

Quant à la reconnaissance croate de la Bosnie-Herzégovine souveraine, elle date de 1992. Et elle n'a nullement empêché de construire et de proclamer l'été 1995 un État croate en Herzégovine (l'Herceg-Bosna). Cette « reconnaissance des frontières bosniaques » n'a pas non plus empêché en 1993 les milices croates du HVO soutenues par l'armée de Zagreb de faire la guerre aux « alliés musulmans » pour nettoyer l'Herceg-Bosna et sa « capitale », Mostar. L'arrêt des confrontations ouvertes entre l'armée bosniaque et le

HVO croate et la mise en place de la Fédération croato-bosniaque sous pression américaine, au printemps 1994, n'a nullement remis en cause de facto cette « république » dotée de son armée et de sa monnaie (celle qui a cours en Croatie) distincte de celle de Sarajevo et complétée par le deutsche Mark.

**CERTES, SI** l'Herceg-Bosna a « sa » capitale, elle est pour l'instant sous « tutelle » de l'Union européenne qui y a délégué un administrateur provisoire. Et puis, cette république n'est pas officiellement reconnue. Ce que l'État de Karadzic vient d'obtenir pourrait être exigé par la partie croate. A moins qu'une union avec la Croatie ne lui paraisse suffisante pour être dominante. Côté serbe, il « manque » encore à la Republika Srpska sa capitale, hautement symbolique. Tel est l'enjeu fondamental du siège de Sarajevo : obtenir un partage de Jérusalem/Sarajevo sur des bases ethniques. Il est probable que le général Mladic accepte de retirer ses armes lourdes d'un périmètre de 20 km autour de la capitale s'il obtient l'engage-

ment des forces bosniaques de ne pas y mener de contre-offensive, et éventuellement une présence russe. Mais la question du statut de la ville resterait entière. Le gouvernement bosniaque, mais aussi une pétition massivement signée par les habitants de la ville, s'opposent radicalement à tout projet de partition qui s'accompagnerait de nouveaux murs entre les populations, de déchirements familiaux et de conflits sans fin. Outre la question de Sarajevo, l'armée de Mladic se bat pour construire un État — c'est-à-dire aussi un territoire « qui se tient ». La logique de la guerre, menée par les milices serbes, a été et reste de relier entre elles les « enclaves » serbes, de « découper » un « corridor ethnique » suffisamment large au nord, pour garantir les liens entre ses deux grandes parties orientale et occidentale à majorité serbe, de « régler » la question des « enclaves » à majorité musulmane : après la chute cet été de Zepa et de Srebrenica, restent celle de Gorazde et de Bihac. Enfin, les plans négociés prévoient 51 % pour la fédération croato-bosniaque et 49 % pour la Republika Srpska. Or lors de la rencontre de Genève, les forces du



général Mladic contrôlaient encore plus de 60 % de territoire. La récente contre-offensive croato-bosniaque victorieuse en Bosnie occidentale pourrait « régler » cette question épineuse. Les forces serbes ne semblent pas avoir beaucoup résisté. Telle serait alors la forme de « restitution » des territoires prévue par les « plans » (provoquant la fuite des populations serbes). Elle permettrait en même temps de relier Bihac à la Bosnie centrale. Tout porte à croire que Gorazde sera par contre utilisée par Mladic/Karadzic dans la négociation sur Sarajevo.

On voit donc peut-être se dessiner — au

prix de milliers de nouveaux réfugiés s'ajoutant à plus de 3 millions de personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine — les termes d'un accord de cessez-le-feu : le parachèvement du nettoyage ethnique de territoires serait malheureusement leur logique. Mais on est loin, par contre, de voir la cohérence et la stabilité d'un État bosniaque « souverain ». Sur ce plan, rien n'est même ébauché : quels seront le gouvernement et le parlement de cette Bosnie-Herzégovine — élus par qui et avec quels pouvoirs ? Un pays sans monnaie unifiée, sans forces armées, sans politique étrangère commune aux deux parties, chacune d'ailleurs dotée de constitutions différentes ?

**L'ACCORD PRÉVOIT** que la Republika Srpska aura le droit d'établir des relations avec la Serbie voisine, de la même façon que la fédération croato-musulmane bosniaque a le droit de se confédérer avec la Croatie voisine. Il est certain que des liens avec les États voisins sont nécessaires et normaux sur le plan culturel et économique ; et ils sont essentiels sur le plan humain et familial. Ils pourraient être une étape vers le rétablissement de la confiance affaiblissant les logiques sécessionnistes d'une partie des populations serbes et croates — celles qui voient pour l'instant dans un État respectivement serbe ou croate le cadre le plus favorable pour la défense de leurs intérêts. Mais établis sans défaite des politiques de nettoyage ethnique, et dominés par des courants nationalistes, ces liens seront au contraire une étape vers l'éclatement consommé de la Bosnie-Herzégovine.

ne. — d'abord en deux, mais bien vite en trois États.

Il est vrai que le « règlement » musclé de la question serbe en Croatie a remis en cause l'unification militaire et politique des « républiques serbes » de Croatie et de Bosnie. C'est un élément des rapports de forces en Bosnie même qui pourrait affaiblir la logique grand-serbe. De même la Fédération croato-bosniaque demeure encore l'enjeu de dynamiques contradictoires. La lutte pour qu'elle soit un cadre démocratique et multiculturel, reconnaissant tous ses peuples à part entière continue à s'y mener — et la reconnaissance par la Serbie de la Bosnie-Herzégovine ne peut que l'encourager. Mais le bilan ne s'arrête pas là.

**LA QUESTION DE LA KRAJINA** dominée par les Serbes sécessionnistes devait évidemment être « résolue ». Et il est vrai que les négociations piétinaient d'autant plus que l'aile radicale des Serbes de la Krajina tournait ses espoirs vers Karadzic et une logique d'unification des « terres serbes » et non pas vers l'obtention de droits en Croatie. Il suffit de regarder sur une carte ce curieux croissant qu'est la Croatie pour comprendre que la viabilité de cet État était profondément entachée par un quart de territoire échappant à son contrôle outre les quelque 400 000 Croates « nettoyés » de leurs villages en Krajina. Car, au-delà de cette région rurale extrêmement pauvre, il y a l'enjeu de la côte adriatique et des devises que rapporte son tourisme. Or, les sécessionnistes serbes étaient capables de contrôler et bloquer les réseaux de communication entre le centre du pays et la côte. Mais il y avait deux façons de défendre la viabilité de la Croatie, depuis le début de la déclaration d'indépendance. La première aurait combattu le nationalisme grand-serbe en convaincant les Serbes de Croatie qu'ils ne seraient pas des citoyens de second rang, voire menacés, comme ils le craignaient. Il fallait affirmer la réalité d'un État croate multinational. Mais le « yougoslavisme » (donc un État multinational) a toujours été la cible principale des campagnes électorales de Tudjman, bien plus que Milosevic. Aujourd'hui le *Feral Tribune*, journal indépendant et satirique croate remet les points sur les « i » : le pouvoir de Zagreb voulait « nettoyer » la Krajina « depuis des années », mais ajoute le courageux hebdomadaire, il l'a fait « quand il l'a pu ». (1)

Quand il l'a pu, c'est d'abord sur la base d'un accord avec Milosevic.



1) Cf. *Courier International*, 17-23 août 1995.

Celui-ci cherche depuis l'automne 1993 à consolider son pouvoir par la levée des sanctions. Or la logique des négociateurs européens est de s'appuyer sur un accord Milosevic/Tudjman qui maintiendrait au moins les frontières de ces États-là, tout en « organisant » le découpage de la Bosnie-Herzégovine « souveraine » sur des bases ethniques (d'un « plan » à l'autre, c'est-à-dire au gré des rapports de forces sur le terrain, on est passé des « cantons » ethniques du plan Vance-Owen à l'actuelle reconnaissance d'États dans l'État). Milosevic a, bien avant la guerre en Bosnie-Herzégovine, négocié avec Tudjman un dépeçage de la Bosnie relayé sur le terrain par des accords entre milices croates et serbes. Dans les accords secrets, la Krajina a été une des monnaies d'échange : essentielle pour la Croatie, elle est « peu importante » — et militairement trop coûteuse — pour la Serbie. La riche Slavonie orientale, accolée à la Vojvodine et contrôlée par les Serbes est un autre enjeu : il est possible qu'un compromis la maintienne dans les frontières croates, tout en lui accordant une grande autonomie. L'opposition croate estime que la chute et le « nettoyage ethnique » de Vukovar, cette ville typique du mélange yougoslave, était dès le début de la guerre incluse dans ce deal.

**MILOSEVIC A UTILISÉ** le nationalisme et la défense des « intérêts serbes » quand l'alliance avec les courants nationalistes serbes d'extrême droite semblait pouvoir consolider son propre pouvoir. Mais la guerre et les 400 000 réfugiés Serbes auxquels s'ajoutent les nouveaux réfugiés de la Krajina sont de plus en plus impopulaires dans la population de Serbie. Et il était hors de question d'assumer une confrontation totale avec la Croatie pour lui enlever un quart vital de son territoire. La rupture avec les anciens alliés d'extrême droite du parti radical de Vojislav Seselj et l'accord avec Tudjman sont bien plus « payants » au plan intérieur et international. Depuis l'automne 1993, le divorce entre Milosevic et ses anciens alliés s'est accompagné d'un nouveau discours des médias officiels, découvrant les « excès », voire les crimes du « nationalisme extrémiste serbe ».

Il s'est ensuivi de réelles tensions avec les Serbes radicaux de la Krajina qui ont écarté des organes de pouvoir de leur « république » les personnages les plus proches de Milosevic, ouverts à une logique de négociation avec Tudjman. Les radicaux liés à Seselj dominaient donc la Krajina et stimulés par les victoires des troupes du général Mladic, ils ont proclamé au printemps dernier leur unification

militaire et politique avec la « république serbe » de Bosnie. N'ayant pas réussi à contrôler la Krajina, la propagande officielle de Belgrade lui a été de plus en plus hostile, alimentant les rancœurs de la population serbe contre ces cousins qui « prenaient la Serbie en otage ». L'offensive éclair de l'armée croate en Krajina s'est produite sans réaction (avec donc l'accord tacite) de Belgrade.

**L'ARMÉE CROATE** avait un feu vert côté serbe. Elle a aussi exploité l'exaspération des opinions mondiales à l'égard des offensives victorieuses des troupes de Karadzic contre les enclaves musulmanes de Zepa et Srebrenica en juillet. Mais elle a aussi bénéficié d'un soutien militaire et politique quasi explicite des États-Unis.

C'est donc la deuxième façon de concevoir la viabilité de la Croatie qui a été choisie : la force qui fait fuir. Le maître d'œuvre de cette politique est le ministre de la Défense de Tudjman, Gojko Susak qui représente l'aile d'extrême droite du HDZ (parti de Tudjman), puissamment soutenu par l'émigration dont il émane. Or il est directement responsable de la politique de dépeçage de la Bosnie-Herzégovine, de la création de l'Herceg-Bosna en 1992, du soutien militaire apporté aux milices croates du HVO. Les réfugiés serbes de la Krajina vont être utilisés pour renforcer la politique de construction des États « ethniquement purs ». En Croatie, le nettoyage ethnique « rampant » des Serbes (plus de trois cent mille en dehors de la Krajina ont fui le pays) que dénonçaient les comités de défense des droits de l'homme en Croatie, ne peut que s'accélérer. Les vraies peurs des Serbes de Croatie qui ont nourri la logique sécessionniste ont toutes les raisons d'être amplifiées, provoquant de nouveaux départs « spontanés ». En Serbie, les nouveaux réfugiés sont une masse de pression pour faire partir les non-Serbes : en Vojvodine (province à majorité serbe mais où vivent de multiples minorités, notamment hongroise, et plus marginalement croate) les échanges de logements sont depuis longtemps « organisés », souvent sous la pression de menaces diverses. Le projet de changer la composition ethnique du Kosovo (à plus de 80 % albanaise), « berceau » du premier État serbe moyenâgeux, a été affiché dès la reprise en main de la province par les autorités serbes. Et les réfugiés de Bosnie et de Croatie ont été depuis longtemps incités à venir occuper les logements et emplois dont les Albanais ont été purgés. Mais la réalité albanaise demeure massive, en dépit des purges, des licenciements ethniques, des harcèle-



ments policiers, des départs nombreux à l'étranger. Une société parallèle albanaise fonctionne de facto, avec ses institutions scolaires et politiques clandestines. Malgré leur situation précaire, les centaines de réfugiés serbes de Serbie, incités matériellement à venir occuper les emplois et appartements albanais, ont généralement refusé de le faire : le Kosovo était sans doute « le berceau » du premier État serbe moyenâgeux et le lieu symbolique de batailles historiques du XIV<sup>e</sup> siècle, mais il est depuis longtemps une zone de peuplement albanaise — de surcroît, une région pauvre. Autant de raisons qui expliquent les réticences de Serbes qui n'ont jamais habité là. On a vu à la télévision les trains amenant les réfugiés de la Krajina, entrer en gare au Kosovo, sous les applaudissements des comités d'accueil serbes, mais les réfugiés refusent de descendre du train. La question du Kosovo reste entière. Mais la grande masse des réfugiés dont la Serbie ne veut plus, sera donc vouée à venir prendre la place des populations non serbes « nettoyées » de la Republika Srpska. Telle est l'inexorable logique des « plans de partage » de la Bosnie-Herzégovine.

**MAIS, SI BELGRADE ET ZAGREB** ont joué un rôle essentiel dans ses plans, la guerre n'est pas seulement guerre d'agression extérieure. Elle est aussi et de plus en plus guerre civile opposant non pas des forces « occupantes » et des Bosniaques, mais des Serbes et des Croates de Bosnie sécessionnistes, d'un côté ; et de l'autre, un ensemble composite qui voudrait le maintien de la Bosnie-Herzégovine. Oscil-



lant entre la logique du découpage ou la lutte pour le maintien de l'État se situe le courant islamiste. Le SDA tend à truster l'essentiel du pouvoir réel. Mais il est une réalité composite et divisée que seule la guerre maintient ensemble. Cette division sans être totalement transparente en ces temps de guerre et dans un parti non démocratique, apparaît publiquement périodiquement. Elle recouvre en gros une aile laïque et une aile islamiste. L'armée bosniaque est évidemment partagée entre tous les courants politiques. Elle est dominée par le SDA, mais pas nécessairement par l'aile islamiste — sauf autour de Zenica, il semble plutôt que ce soit le Premier ministre Haris Silajdzic qui y soit le plus populaire. Le pourcentage (évidemment massivement majoritaire) de Musulmans au sens ethno-national, recouvre des réalités identitaires et politiques très différentes.

**LA PREMIERE REFLETE** la sécularisation et la dimension ethno-nationale de la communauté musulmane. Le Premier ministre Haris Silajdzic, plus populaire aujourd'hui que le président Alija Izetbegovic, incarne ce courant, hostile à la mise en place d'un État musulman. Tout conflit sur les deux fronts (pendant la guerre croato-musulmane, par exemple) renforce le courant favorable à un État musulman. Au contraire, la mise en place de la Fédération croato-bosniaque a porté la marque de celui qui en est devenu premier ministre — Haris Silajdzic. Les accords actuels sont lourds de plusieurs dynamiques dont l'issue

n'est pas encore tranchée. Tout en cherchant à assurer une hégémonie politique au SDA, l'aile Silajdzic a besoin d'alliance avec les autres partis, non nationalistes, qui la soutiennent. D'autant qu'une partie importante de la communauté des Musulmans ne se reconnaît pas dans une identité ethno-nationale pour eux dépassée, mais dans une citoyenneté plus ouverte aux mélanges. Car dans ce SDA, laïc, s'exprime sans nul doute un « nationalisme » musulman qui, consolidé par le dépeçage serbo-croate de la Bosnie, tend à considérer que le seul peuple réellement bosniaque est celui des Musulmans (dits « Bosniaks »).

**LE DEUXIEME COURANT**, islamiste est par essence moins attaché à l'État bosniaque en tant que tel. Izetbegovic en fait partie. Sa Déclaration islamiste de 1970 qu'on a tant utilisée pour assimiler le gouvernement et l'État bosniaque à un État musulman, exprime sans aucun doute des convictions profondes et de longue date en faveur d'un Islam qui structure toute la vie et s'empare de l'État. Mais il s'y exprime aussi, contre ceux qui voient dans la lecture du Coran la réponse à tout, une grande valorisation de la science, de l'éducation et de l'étude des expériences de sociétés différentes construites dans le monde. L'Islam, dit-il dans ce texte, doit gagner les consciences et non pas être imposé par un coup d'État quand on est minoritaire dans la société. Mais il n'hésite pas à utiliser ses fonctions, le pouvoir d'État, et les fonds de pays islamistes pour œuvrer à l'islamisation des Musulmans. Il oscille depuis le début de la guerre entre deux stratégies politiques pour réaliser ces objectifs: soit accepter le partage ethnique de la Bosnie pour avoir un État musulman où dominerait plus vite l'Islam. Soit poursuivre l'objectif de

(ré)islamisation des Musulmans au sein d'une Bosnie-Herzégovine laïque et maintenue dans ses frontières, mais structurée sur la base de communautés séparées, s'appuyant sur les traditions du passé encore vivantes dans les campagnes.

Mais il existe une deuxième Bosnie-Herzégovine, celle du mélange, qui continue à se débattre contre tout ce qui l'étouffe et la détruit: elle est fondamentalement urbaine, appuyée sur ceux et celles qui se revendiquent d'une citoyenneté multi-culturelle, qu'ils/elles soient d'origine serbe, croate ou musulmane. C'est une réalité prédominante à Tuzla, ville à majorité musulmane. Leurs votes se sont portés aux élections en faveur des partis définis sur des bases politiques, non nationalistes — majoritaires à Tuzla (libéraux, socialistes, sociaux-démocrates tous issus des anciennes organisations communistes). Ces Bosniaks-là, de toutes origines, participent à la vie politique de la Fédération croato-bosniaque. Ils le font dans le cadre de partis d'opposition représentés au Parlement, mais aussi de Forums de citoyens et de « Conseils civiques » serbes et croates opposés aux partis nationalistes, organisés dans plusieurs villes et reliés entre eux. Des personnalités de ces courants siègent à la Présidence bosniaque — quatre d'entre eux ont dénoncé publiquement il y a quelques mois les tendances à l'islamisation de l'armée autour de Zenica, démontrant ce faisant que ces tendances peuvent toujours être combattues. Par contre ils n'ont pas voulu participer au gouvernement, tirant un bilan négatif du peu de poids qu'ils y ont eu dans la première période de la guerre.

Malheureusement, on ne peut parler pour l'instant, de mouvements sociaux ou syndicaux organisant les travailleurs de





toutes nationalités et cherchant des soutiens dans les républiques voisines contre toutes les politiques socialement et humainement réactionnaires. De tels mouvements sont pour l'instant étouffés par la logique de la guerre et par les idéologies qui y dominent. C'est évidemment là un enjeu important de la période à venir auquel doivent s'atteler les campagnes de soutien internationaliste, comme celle d'*International Workers' Aid* en faveur de Tuzla.

**QUEL SERA LE COMPORTEMENT** de l'armée — et du gouvernement bosniaque qui lui donne des consignes — sur les territoires conquis sur les forces de Mladic ? Quelle sera aussi la ligne suivie par les forces armées croates : celle d'une Grande Croatie, à la fois anti-serbe et très vite anti-musulmane ? Celle d'une alliance pour la consolidation de la fédération croato-bosniaque, mais dans un sens anti-serbe ? Ou encore celle de courants fidèles à la tradition de vie en commun des divers peuples bosniaques ? La peur et la fuite des populations serbes face aux avancées de la coalition croato-bosniaque sont des réflexes inévitables : la peur des représailles est sûrement d'autant plus forte que toute la stratégie des milices tchetniks a été d'impliquer autant que possible les populations elles-mêmes dans la violence.

Mais il faut rappeler ce que fut la logique de cette guerre — au moment où ses objectifs sont en passe d'être accomplis. Quelles qu'en aient été les causes et les responsables, la crise de la Fédération yougoslave a consolidé les courants favorables à la construction d'États-nations sur des bases ethniques, en Slovénie, en Croatie et en Serbie — la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine se battant désespérément pour trouver un compromis maintenant une forme de Yougoslavie, jusqu'au fait accompli des déclarations d'indépendance. Le pouvoir et les courants nationalistes serbes ont préconisé une Yougoslavie fédéraliste ne reconnaissant pas la souveraineté des républiques — et n'acceptaient de confédération d'État qu'après redécoupage des frontières : ils considéraient donc, dès avant la guerre le déplacement massif de populations comme l'inévitable mécanisme visant à tracer des « frontières ethniques » à la place des « frontières artificielles » des républiques — quitte à supprimer ce faisant, ce qu'ils considéraient comme des républiques « artificielles », (la Bosnie-Herzégovine — voire la Macédoine — et, selon une logique d'absorption, le Monténégro) ou des « nations artificielles », musulmane, pire « bosniaque » (macédonienne, monténégrine). Ce fut un point de convergence et de compromis avec le nationalisme croate, permettant de « régler » les différends serbo-croates de frontières et de pouvoir sur le dos de la Bosnie-Herzégovine. La guerre, après accords secrets Milosevic-Tudjman sur les « cartes », a été le moyen de réaliser par la force ce qui ne pouvait être obtenu par la négociation — parce qu'aucune des populations concernées n'aurait accepté « spontanément » : le déplacement massif. Tudjman a « accepté » Vukovar, comme Milosevic a « accepté » la Krajina et les « concessions » de quelques pourcentages contrôlés par les milices serbes, moyennant la reconnaissance d'un État en Bosnie. On n'obtient pas plus de 4 millions de réfugiés et personnes déplacées sans usage de la force — les précédents ont été de fait soutenus voire organisés

par les « grandes puissances » à l'issue des guerres. Il est partout prouvé que les populations concernées voulaient chacune rester dans la région où elles avaient vécu en espérant pour leur emploi, leur terre et leur vie que cette région-là serait protégée par le « bon État » (quitte à ce que les voisins se fassent, eux, expulser). Sauf que les Serbes et les Croates avaient un État de référence auquel espérer se rattacher — alors que la seule chance de s'en tirer pour les Musulmans bosniaques dont l'identité est aussi « moins pure » était le maintien de la Bosnie-Herzégovine — le drame est que la difficulté de lutter sur deux fronts à la fois, et sans armes au départ, a poussé les courants dominants de cette communauté soit à compter désespérément sur l'ennemi « secondaire » (croate) contre l'« ennemi principal » (plus fort initialement, serbe) — ou, tout aussi désespérément sur une intervention extérieure. Le seul moyen d'élargir l'espace de résistance à ces deux logiques était le renforcement de l'armée bosniaque. Elle a affaibli la logique de Grande Croatie après six mois de combats, en 1993. Mais elle demeurait tributaire d'un contrôle étroit établi par les « alliés » croates depuis le début de la guerre sur toute aide et tout armement à destination de Sarajevo.

La violence de cette guerre, alimentée par des traumatismes passés, est d'abord due à ses objectifs (et non pas à des haines). Le but visé était le découpage de frontières. La violence était nécessaire avant tout pour faire fuir, propager peur, haine et destruction afin qu'il n'y ait pas





de retour. Du point de vue des pouvoirs d'État, les critères pour « justifier » les nouvelles frontières ont été cyniques et multiples : majorité ethnique actuelle, majorité ethnique dans un passé plus ou moins lointain, parfois séculaire ; mais en dernier ressort aussi « espace vital » et cohérence territoriale.

**C'EST POURQUOI**, les populations serbes de la Krajina de Croatie, ou celles qui fuient actuellement en provenance de la bordure ouest de la Bosnie, le long de la Croatie sont, comme les populations croates et musulmanes les victimes de ces découpages au sommet. Les pouvoirs serbes et croates en sont les principaux responsables.

Elles sont évidemment aussi victimes, comme le furent les populations croates et musulmanes « nettoyées » à Banja Luka ou Prijedor, du rapport de forces militaires sur le terrain. Hier l'armée serbo-yougoslave aidait puissamment les forces armées de Karadzic. Aujourd'hui le pouvoir de Belgrade « organise » le découpage des frontières au détriment de quelques pourcentages contrôlés par les Serbes (en Croatie et en Bosnie). De plus, l'armée croate (réarmée notamment par l'Allemagne et les États-Unis) et l'armée bosniaque (qui n'existait tout simplement pas lorsque Alija Izetbegovic est arrivé au pouvoir) sont capables d'infliger des défaites — échappant éventuellement aux accords de sommet. C'est ce dont s'inquiètent les grandes puissances. Car les frappes aériennes de l'OTAN visaient à affaiblir, pas à anéantir le dispositif

militaire serbe — sur la base d'un accord préalable Milosevic. Les frappes de l'OTAN auraient été aussi symboliques que les précédentes, sans la garantie d'un accord du côté serbe. Parce qu'aucun des gouvernements occidentaux ne veut entrer en guerre avec la Serbie. Le but était un affaiblissement de l'aile radicale du nationalisme serbe (en s'appuyant sur Milosevic et sur un rapport de forces militaire croato/bosniaque), tout en s'opposant à l'aile radicale du nationalisme musulman (en s'appuyant sur un accord Milosevic/Tudjman). Les frappes « musclées » visaient à faire passer la pilule, tant du côté de Mladic (il faut rendre quelques pourcentages de territoires) que du côté bosniaque (votre survie dépend de l'alliance militaire avec les Croates et de nos propres bombardements, etc.).

Mais une chose est la logique politique de ce jeu de poker menteur, autre chose est le contrôle de ce qui se passe dans les cœurs et sur le terrain. L'effet des bombardements de l'OTAN est pour les populations bosniaques de se sentir enfin aidées. Côté serbe, Mladic a tenu tête sous les bombardements et a obtenu, comme condition du retrait des armes lourdes autour de Sarajevo, qu'il n'y ait pas d'offensive bosniaque dans ce périmètre, et que l'OTAN cesse ses frappes. Ni Mladic ni Karadzic n'ont fait état de victimes civiles en nombre significatif, dues à ces bombardements. Ils avaient tout intérêt à stimuler le nationalisme serbe radical en gonflant ces chiffres-là s'ils existaient. Par contre, les frappes de l'OTAN ont durement frappé les moyens de communication entre forces serbes — contribuant certainement à la déroute actuelle au-delà de ce qui était « planifié ».

**EN OUTRE**, même si on manque pour l'instant de recul et d'informations de terrain, les forces croates (milices du HVO et armée de l'État croate), dans la logique à poigne du ministre de la Défense de Tudjman, ont un appétit de « grande Croatie » qui risque fort, là aussi de « dépasser » les accords au sommet — et très vite, de les opposer à leur « allié bosniaque ».

On a pu entendre il y a quelques mois seulement à Sarajevo, dans la bouche d'un Izetbegovic qui sait aussi être humaniste, l'éloge étonnant du comportement des partisans titistes pendant la Seconde Guerre mondiale : la consolidation de leurs victoires dépendait de la capacité à rétablir la confiance entre les communautés déchirées par la guerre contre les coureurs propageant la haine inter-ethnique. Le revanchisme musulman doit être fort

dans la région de l'actuelle offensive bosniaque où toutes les Mosquées ont été détruites et les nettoyages ethniques particulièrement violents — c'est aussi le lieu des pires massacres de Serbes lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais la lutte contre cette logique revanchiste est essentielle tant il est vrai que les haines inter-ethniques ne servent que les politiques réactionnaires.

**FAUT-IL DIRE QU'IL S'AGIT** là d'une question centrale pour l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. La garantie de pouvoir garder son emploi et sa terre, quelle que soit son identité ethnico-nationale, en est une autre, trop souvent occultée derrière les logiques nationalistes. Il est, plus que jamais, démontré que la défense de ces droits individuels et collectifs ne sera réellement assurée que par la mobilisation des populations concernées contre les gouvernements en place.

Une telle lutte n'a d'efficacité que menée simultanément dans tous les États de l'espace balkanique, tant il est évident qu'il y a un jeu de complice entre les pouvoirs nationalistes — les réfugiés des uns servant de masse de manœuvre aux autres dans leur politique respective de nettoyage ethniques. Il faut œuvrer, à cette échelle, à l'émergence et à la coordination de luttes syndicales de défense de l'emploi indépendamment de la nationalité, aux liens renforcés entre mouvements de femmes, de jeunes, de défense des droits individuels et collectifs contre les nettoyages ethniques.



# Le cynisme des grandes puissances

*Face à la crise puis à la guerre en ex-Yougoslavie, il n'y a pas eu de position impérialiste unique et constante. Car il n'y a pas de pétrole en Bosnie, pas d'enjeu stratégique direct. Il faut plutôt parler de cynisme d'État dans la défense pragmatique d'intérêts de grandes puissances.*

*Chacun a, certes, ses alliés privilégiés, ses liens historiques, ses visées dans le partage des influences. Mais, il y a aussi les intérêts communs faisant contrepoids à ces divergences : une certaine volonté d'affirmer le rôle « civilisateur » du Club des riches dans le monde ; celle de trouver des formes de partenariat avec la Russie dans la gestion des crises de l'« après-communisme » ; le refus enfin d'être impliqué dans une guerre dans l'espace balkanique. On ne peut rien comprendre aux « gesticulations » de l'OTAN et de l'ONU en Bosnie sans voir la contradiction fondamentale de leur politique : jouer un rôle de gendarme, susceptible donc d'intervenir par la force — sans faire la guerre, et sans perdre d'hommes sur le terrain. C'est le seul point de continuité (que les récents bombardements de l'OTAN ne modifient aucunement) de prises de position évolutives.*

*Par Catherine Samary*

*Paris, 19 septembre 1995*

**DANS UN PREMIER TEMPS**, en effet, (jusqu'aux déclarations d'indépendance de juin 1991) les États-Unis (le FMI) et les principaux gouvernements européens s'opposèrent aux logiques séparatistes, leur préférant un État fort yougoslave gérant la dette extérieure et s'engageant vers les privatisations : ils soutenaient en 1989 le gouvernement libéral du Croate Ante Markovic, en conflit avec tous les pouvoirs républicains. C'est lui qui, fort de ses soutiens internationaux, a encouragé l'intervention de l'armée yougoslave en Slovénie — une armée déjà polarisée entre ceux qui voyaient en Markovic une chance de maintenir un État yougoslave protégeant leurs privilèges, et ceux qui basculaient vers des objectifs nationalistes serbes. La Slovénie et la Croatie ont très vite recherché du côté allemand et autrichien des soutiens économiques et politiques pour leur indépendance — et elles les ont trouvés, aidées notamment par un puissant lobby croate en Allemagne, une « tradition » historique anti-yougoslave en Allemagne et des liens hérités du passé austro-hongrois de ces deux républiques. Derrière le soutien allemand aux sécessions slovène et croate il y a sans doute eu également l'espoir de voir l'émergence

d'une Mitteleuropa comme zone Mark autour de l'Allemagne, à partir des régions les plus développées des anciens pays dits socialistes de l'Europe centrale.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne mit ses « partenaires » devant le fait accompli d'une position prise en franc tireur. Les impératifs de la construction européenne ont donc forcé les autres puissances européennes, notamment France et Grande-Bretagne à faire front commun — au moins formellement : elles embrayèrent donc le pas sur la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, puis de la Bosnie-Herzégovine — en dépit des avis défavorables de la Commission Badinter (1). La logique prédominante des négociateurs français et britanniques face à la guerre en Bosnie-Herzégovine a été de chercher un contrepoids serbe à l'influence de l'Allemagne et de miser sur l'alliance croato-serbe (Milosevic-Tudjman) pour établir un « ordre » régional ; l'Allemagne a été tributaire des doubles langages de la politique croate oscillant entre l'alliance croato-musulmane anti-serbe et celle avec Milosevic. Elle s'est récemment, souvent, alignée sur les prises de position des États-Unis — évoluant eux-mêmes dans le temps.

Les États-Unis sont en effet d'abord restés extérieurs à ce qu'ils considéraient comme une affaire européenne — ravis de constater les difficultés de la politique « commune » européenne. Ils ont cherché ensuite à poursuivre plusieurs objectifs simultanés : se placer en défenseurs des Musulmans pour répondre aux pressions d'une opinion publique émue par les images d'obus ensanglantant les marchés de Sarajevo ; être en bonne position, via la Turquie dans les enjeux régionaux ; mais aussi répondre à cette autre partie de l'opinion publique traumatisée par le syndrome vietnamien et les échecs en Somalie, et donc ne pas s'impliquer dans la guerre. Clinton trouva alors dans le mot d'ordre de levée de l'embargo en faveur de l'armée bosniaque le moyen de synthétiser tous ces objectifs : s'engager du côté musulman, sans s'engager vraiment ; tenir des propos de justice et de morale tout en critiquant les plans européens « entérinant les nettoyages eth-

1) Commission désignée par le nom de son président, formée de juristes chargés par la Communauté européenne d'étudier le dossier des États demandant à être reconnus. Elle donna un avis favorable pour la Slovénie et la Macédoine. Elle émit des réticences sur la Croatie estimant que des garanties pratiques sur le sort des Serbes n'y étaient pas assurées. Son jugement était négatif quant à la Bosnie-Herzégovine vu l'état de crise constitutionnelle ouverte du pays.



niques des agresseurs ». Il a misé initialement sur une alliance croato-musulmane anti-serbe en s'appuyant sur l'aile laïque et pro-américaine du SDA, incarnée dans l'actuel premier ministre Haris Silajdzic. La mise en place de la Fédération croato-bosniaque au printemps 1994, l'armement de cette coalition et les propositions de frappes aériennes de l'OTAN contre des cibles bosno-serbes devaient aider à la modification des rapports de forces sur le terrain. Mais on a vu ensuite Clinton changer de position : il se trouvait sous le feu de critiques et pressions des Européens exigeant qu'il fasse cause commune en Bosnie avec leurs logiques de « règlement politique » du conflit. Il accepta la mise en place du « groupe de contact » (incluant France, Grande-Bretagne, Allemagne, Russie et États-Unis) visant à harmoniser des positions discordantes. Il renonça alors au mot d'ordre de levée de l'embargo sur les armes en faveur des Bosniaques.

La levée unilatérale de cet embargo aurait en effet signifié l'échec final des « plans de paix » européens et le retrait de la FORPRONU de Bosnie, directement menacée de représailles. Les négociateurs européens reprochaient aux États-Unis de bloquer leur processus de négociations et de mettre en danger leurs propres troupes engagées au sol. Ils s'opposaient pour les mêmes raisons aux frappes aériennes — la prise en otage des troupes de la FORPRONU par les bosno-serbes confortait leurs craintes. Ils exigeaient en outre des États-Unis, au cas d'une levée unilatérale de l'embargo sur les armes, qu'ils

## Les Plans de paix

Novembre 1991 :

Conférence sur la Yougoslavie.

Février-mars 1992:

Réunion de Lisbonne lors de laquelle un projet « Cutilheiro » de cantonisation de la Bosnie est proposé. Accepté par les représentants des Serbes (Radovan Karadzic) et Croates (Mate Boban) bosniaques. Le président Alija Izetbegovic, représentant les Musulmans, l'accepte d'abord puis le rejette.

Janvier 1993:

Plan Vance-Owen (carte) : découpe le pays en dix cantons (trois par communautés plus celui de Sarajevo).

La partie croate l'accepte ainsi qu'Alija Izetbegovic. Belgrade propose de signer le plan. Radovan Karadzic décide de s'en remettre à un référendum des Serbes de la « République serbe » de Bosnie.

Printemps 1993 :

Les milices croates lancent les opérations de nettoyage ethnique de « leurs » cantons. Le référendum serbe rejette le plan. Etablissement des « zones de sécurité » (*safe haven*).

Août-septembre 1993:

Plan Owen-Stoltenberg : propose le découpage en trois Etats (carte) octroyant 52 % du territoire aux Serbes, 30 % aux Musulmans et 18 % aux Croates. Outre Sarajevo, sous mandat de l'ONU, Mostar serait placée sous contrôle de la CEE. Alija Izetbegovic exprime des réticences et demande un accès à la mer et des garanties de viabilité et de protection de l'Etat « musulman ». L'Herceg-Bosna croate fonctionne de fait comme une région de Croatie et les représentants croates sont retirés des institutions du pouvoir bosniaque. Les forces bosniaques prennent l'offensive en Bosnie centrale contre leurs ex-alliés croates.

Février-mars 1994 :

Après le massacre du marché de Sarajevo, pressions pour une intervention de l'OTAN et des États-Unis.

Réunion à Sarajevo des Serbes bosniaques hostiles à la Grande Serbie, en présence des émissaires américain et russe.

Accords de Washington mettant en place une fédération croato-musulmane et un projet de confédération avec la Croatie.

été 1994 :

Mise en place du « groupe de contact » (France, Grande-Bretagne, Allemagne, États-Unis et Russie). Proposition d'un plan de partage 51-49 % respectivement pour la fédération croato-bosniaque et pour la partie serbe.

Entreprise de médiation de Jimmy Carter à Sarajevo. Un accord de cessez-le-feu pour quatre mois à dater de Janvier 1995 est signé entre les représentants bosniaques et Radovan Karadzic. Les premiers exigent le départ des Serbes de la Krajina croate venus combattre en territoire bosniaque, dans la poche de Bihac, « zone de sécurité ».

Juillet-Août 1995

Chute de Zepa et Srebrenica

Récupération par l'armée croate de la Krajina

« Nouvelles » propositions américaines : elles reprennent le projet du groupe de cinq (51 %-49 %). S'y ajoutent : une reconnaissance par le gouvernement bosniaque de la Republika Srpska; la reconnaissance par la Fédération serbo-monténégro de la Bosnie-Herzégovine dans ses frontières ; les possibilités de liens de chaque unité de la Bosnie-Herzégovine avec la Serbie et la Croatie voisines.

envoient des troupes sur le terrain pour assurer le désengagement onusien.

**LA NOUVELLE MAJORITÉ** républicaine dans la Chambre des représentants et au Sénat allait faire de la Bosnie le terrain de son opposition à Clinton et une affaire intérieure américaine : elle votait majoritairement en faveur de la levée de l'embargo sur les armes à destination des Bosniaques, se heurtant au veto présidentiel. Les offensives des forces bosno-serbes de Karadzic contre les « zones » dites « de sécurité » de Zepa et Srebrenica en juillet, déconsidéraient plus que jamais les promesses de l'ONU, de l'OTAN et avec elles celles des États-Unis, de protéger les populations assiégées. La chute de ces enclaves musulmanes et les images de tueries ou de détresse des populations « nettoyées » auxquelles on refuse les moyens de se défendre, ne pouvaient qu'accroître le déclin de popularité de Clinton dans l'opinion publique américaine. Mais elles déchaînaient aussi la colère du monde musulman où l'on perçoit de plus en plus comme politique anti-musulmane le soutien à l'intervention russe en Tchétchénie ou l'abandon des Musulmans bosniaques, tranchant avec la guerre et le boycott contre l'Irak. Deux téléthons organisés fin juillet en Jordanie puis dans les Emirats arabes ont permis de rassembler respectivement 7 et 43 millions de dollars et des tonnes d'aide en nature témoignant de l'émotion et de la solidarité des populations musulmanes de plusieurs pays. Le veto de Clinton risquait fort d'être levé en septembre lors d'un nouveau vote de la Chambre des représentants, sans parler de son déclin de popularité à la veille de prochaines échéances électorales.

L'offensive diplomatique, puis militaire, américaine depuis l'été se comprend dans ce contexte. Son objectif était d'obtenir à tout prix et très vite un succès diplomatique qui relativise la question de l'embargo sur les armes et renforce la position de Clinton face à ses adversaires. Il fallait donc un « nouveau plan », suffisamment crédible, même s'il devait s'appuyer, comme les plans européens jusque là décriés sur une alliance Milosevic-Tudjman et sur un plan de partage ethnique de la Bosnie.

**L'OFFENSIVE DE L'ARMÉE** croate contre la Krajina dominée par les Serbes sécessionnistes s'appuyait sur un feu vert de Belgrade, mais aussi sur l'armement et le feu vert venant des États-Unis. Le « langage de la fermeté » censé accompagner les bombardements spectaculaires du mois de septembre n'ont en rien remis

en cause les objectifs politiques des milices de Karadzic. Jamais les « plans de paix » antérieurs n'avaient reconnu la « république serbe » comme État dans l'État, ayant sa propre constitution, sa force armée, sa monnaie et ses liens propres à la Serbie voisine. Les « nouveaux plans » reproduisent ceux du « groupe de contact » avec encore plus de cynisme dans le découpage des États : derrière les pourcentages, il faut des territoires cohérents (donc sans enclaves indéfendables), même si on renonce désormais explicitement aux critères « d'attribution » des divers cantons sur la base de majorités ethniques : la peau de léopard de la Bosnie-Herzégovine et la « realpolitik » auront eu gain de cause sur les grands discours.

**RESTENT L'OTAN** et la Force de réaction rapide (FRR) contournant les lenteurs de la prise de décision onusienne — au grand bénéfice de Clinton et de Chirac. Celui-ci peut se permettre, comme le faisait hier Clinton envers les Européens, de belles phrases contre « l'agresseur serbe » et en faveur « de la Bosnie-Herzégovine multi-ethnique » alors que, sur le fond, le partage ethnique de la Bosnie « souveraine » est plus que jamais « organisé », politiquement et militairement. La Russie s'est affligée des frappes de l'OTAN et de la FFR non pas parce qu'elle s'inquiéterait réellement d'un soi-disant « génocide anti-serbe » mené par l'OTAN (comme on le dit dans la presse moscovite) : elle veut seulement qu'on tienne compte, un tant soit peu, de ses prétentions de grande puissance. Mais sa marginalisation reflète une impuissance réelle à peser sur les événements. La présence symbolique de ses troupes sera peut-être la façon de la réinsérer dans le jeu diplomatique en sauvant sa face — et celle des Bosno-Serbes évacuant une partie de leurs armements sous condition de présence russe. Mais il y a aussi en substance un deal entre les États-Unis et la Russie : les premiers reconnaissent que la Tchétchénie est une « affaire intérieure russe » — la seconde acceptera les plans américains en Bosnie.

L'ONU sort particulièrement déconsidérée de l'affaire. Malheureusement, ce discrédit se fait au bénéfice d'une logique militariste légitimant comme jamais auparavant une conception de l'OTAN comme bras armé de l'ONU, ou « gendarme du monde civilisé », avec les États-Unis en Bosnie est évidente : les principaux mouvements d'opinion et de mobilisation contre les nettoyages ethniques y voient le moyen de faire taire les obus qui bombardent Sarajevo et de mettre fin à la



guerre, de surcroît, il y a le sentiment que cette intervention pourrait désarmer les forces en présence — même des courants pacifistes s'engouffrent donc dans cette logique. Enfin, la médiatisation de la guerre en montre la violence la plus visible depuis le début des conflits : celle des forces nationalistes serbes. Cette visibilité est, certes, aussi le résultat de points de vue « antiserbe » — et bien des va-t-en guerre n'ont pas hésité à proposer aussi des bombardements de « Milosevic-Hitler ». Mais on ne peut répondre efficacement à ces pressions (c'est-à-dire convaincre des gens dont la fibre anti-impérialiste est, pour le moins, aujourd'hui très faible) par des slogans abstraits « anti-impérialistes », encore moins évidemment par un point de vue « pro-serbe » qui ne dénoncerait pas les courants d'extrême-droite avec lesquels Milosevic a joué à l'apprenti sorcier. Il faut s'indigner avec tous ceux qui refusent les nettoyages ethniques en ayant pour principe de dénoncer ces politiques partout où elles se mènent, et non pas dans un seul « camp », et il faut s'opposer aux interventions de l'OTAN en montrant les logiques cyniques qu'elles recouvrent et l'incapacité où elles sont de combattre — donc *a fortiori* de mettre en échec — les politiques réactionnaires. C'est cette défiance systématique envers ces politiques d'État, au profil de liens multiples et internationalistes avec les populations concernées qu'il faut contribuer à développer.



# Un convoi pour Tuzla

La Fédération Solidaires, Unitaires, Démocratiques (SUD) a été partie prenante de l'envoi d'un convoi à la ville de Tuzla au mois d'août 1995. Ce projet a été mis sur pied, avec la participation de la CGT-Office national des industries céréalières, UNEF-ID (Nanterre), le Syndicat d'air France et la CFDT Valéo Lyon ainsi que le Secours ouvrier pour la Bosnie (SOB), en réponse à l'appel d'une délégation de représentants syndicaux bosniaques de Tuzla en visite à Paris au mois de février 1995. Inprecor a rencontré Dominique Duclois (militant de SUD, centre de tri du Landy) et Annick Coupé secrétaire générale de SUD.

## Entretien avec Annick Coupé et Dominique Duclois

Propos recueillis par Adam Novak et Sonia Leith  
Paris, septembre 1995

**Inprecor : Peux-tu nous expliquer les raisons de la participation de SUD à l'envoi de ce convoi ?**

**Annick :** On avait été sollicité à la fin de l'année 1994 par les militants du SOB engagés dans l'affaire des convois en prévision de la visite des syndicalistes de Tuzla à Paris au mois de février 1995.

Jusque-là SUD ne s'était jamais engagé vraiment dans un travail de solidarité avec la Bosnie, je dirais à la fois, sans doute, par manque de temps mais aussi parce que, de toute évidence, la question de la Bosnie est une question politique assez complexe et que SUD en tant qu'organisation syndicale n'a pas une analyse approfondie sur le démantèlement de l'ex-Yougoslavie, le démarrage de la guerre, les responsabilités, etc. Néanmoins, on a décidé de participer en soutenant la visite des syndicalistes de Tuzla à Paris, en janvier et février 1995, parce qu'il nous semblait clair qui était l'agresseur et qui était l'agressé et que la dimension multi-ethnique et multiculturelle du combat des Bosniaques faisait partie des valeurs défendues par notre syndicat. En effet, les combats qu'on mène ici contre l'extrême-droite et le racisme ont un lien avec les combats qui se mènent en Bosnie sur ces mêmes questions. Il nous a semblé, égale-

ment, qu'il fallait que le mouvement syndical s'implique sur les questions de la solidarité internationale et que si l'on faisait rien on laissait, sans nul doute, le terrain libre aux extrémistes en Bosnie et on ne pourrait pas par la suite se plaindre de la montée des intégrismes de tout bord. La troisième raison, nous avons toujours dit que le « SOLIDAIRES » de notre sigle ne s'arrêterait ni à la porte des PTT ni aux frontières de la France. C'est pourquoi, Sud a été partie prenante dans la campagne contre la dette du Tiers monde et a pris des positions internationales.

**QUAND LES DEUX** responsables syndicaux de Tuzla sont venus en France, SUD les a rencontrés et a décidé de s'investir, pour répondre à leur appel, non seulement en apportant une solidarité matérielle mais aussi en envoyant des militants syndicaux sur place témoigner de leur solidarité. Ce qu'ils nous ont aussi expliqué, c'est l'aspect pluri-ethnique de leur démarche et la forte résistance à la purification ethnique face aux agressions militaires.

Notre rencontre à Paris avec les syndicalistes de Tuzla a révélé également des divergences sur la question de la privatisation.

Donc ces deux syndicalistes nous ont lancé un appel pour l'organisation d'un

convoi syndical avec les Anglais, c'est sur cette base qu'on a commencé à travailler. Il est important de signaler qu'en terme de position SUD s'est engagé facilement dans cette forme de solidarité, par contre, je pense qu'on n'a pas réussi à mobiliser les services des PTT pour prendre des initiatives dans cette direction. Le fait d'y aller, de collecter du matériel, est positif. Le problème c'est être capable d'expliquer ici en France et en particulier aux PTT ce qui se passe réellement en Bosnie et pourquoi il faut organiser la solidarité. Cela s'explique, en partie, par le fait qu'il y a dans le mouvement syndical français une perte de la notion de solidarité internationale (au-delà de SUD et de la Bosnie).

En effet, aux fortes traditions de la CGT, voire même de la CFDT dans le cas de Solidarnosc en Pologne, s'est substitué le replis qui s'explique par les difficultés du mouvement syndical dans son ensemble. De l'autre, je pense, par la situation complexe en Bosnie qui renvoie au démantèlement des pays de l'Est. L'attitude générale est de rejeter tout le monde dos à dos, parce qu'on ne comprend rien à ce qui se passe.

**Inprecor : Comment le projet du convoi a-t-il été mis sur pied avec la participation du**

## Secours ouvrier pour la Bosnie (SOB) ?

**Dominique** : Pendant la grande grève des mineurs en 1984, la région minière de Tuzla a fourni une aide assez conséquente aux mineurs anglais. La guerre et l'encerclement par les fascistes ont poussé Tuzla à demander un retour de l'aide. C'est ainsi que le Workers Aid s'est constitué pour soutenir les travailleurs de Tuzla. Dès 1993, SOB a été constitué en France suite à des contacts avec Workers Aid. Au début le Secours ouvrier était très faible mais progressivement il a réussi à organiser deux convois pour Tuzla.

C'est à la suite de l'appel lancé par les syndicalistes bosniaques en visite en France que SUD a décidé de participer au convoi. Quatre camarades, dont moi-même, ont acheminé l'aide en transportant 38 tonnes de produits alimentaires, etc. Un deuxième camion de 38 tonnes, affrété par le Collectif parisien contre la purification ethnique, s'est joint au convoi syndical. Deux voitures ont emmené la délégation dont une envoyée par un collectif de Nancy.

A **SPLIT** (Croatie) le convoi était enfin réuni avec 20 véhicules : une majorité d'Anglais composés de mineurs, d'instituteurs, de postiers et de jeunes étudiants, un camion espagnol envoyé par les syndicalistes et soutenu par des municipalités, des syndicalistes portugais et un camion irlandais. L'objectif du convoi, outre l'aide humanitaire, était également d'apporter un soutien aux travailleurs par notre présence dans cette ville encerclée.

Au fur et à mesure que nous descendons la côte dalmate en direction de Split, la guerre se fait de plus en plus présente. Au début, on était plutôt bloqué par les camions porteurs de planches à voile, après, on est arrivé vers Masenica où le pont a été bombardé. Toute la région de Zadar était détruite. Ensuite, on s'est retrouvé à Split où on est resté deux jours bloqué pour des formalités à la frontière par les Croates qui occupent une partie de la Bosnie appelée « Herceg-Bosna ». C'est ainsi qu'on a vu passer une centaine de camions d'essence en préparation de l'offensive sur Knin, ville principale de Krajina (région de la Croatie contrôlée jusqu'à cette offensive par les scissionnistes serbes). En Herceg-Bosna, c'est la mafia qui règne et les signes de richesse sont visibles.

Ensuite, on est arrivé à Mostar. Mostar, ville complètement détruite par les Croates au début de la guerre, est une

frontière entre l'« Herceg-Bosna » et la Bosnie. A Mostar la partie musulmane est complètement détruite, les mosquées furent dynamitées, le pont a été bombardé tandis que la partie croate de la ville est intacte. Les tentatives de reconstruction de Mostar par l'ONU rencontrent des blocages de la part des Croates qui s'opposent à toute collaboration avec les Musulmans bosniaques. Il y a eu une tentative de fêter la journée internationale des femmes, le 8 mars, à l'initiative d'un collectif italien l'accord a été obtenu du côté musulman mais les Croates ont refusé. Les gens avec qui on a discuté dans cette ville pensent que 80 % des Croates de la ville de Mostar sont pour la séparation. Les fascistes serbes ont participé à la guerre à Mostar en y envoyant des obus. En ce moment il y a quotidiennement deux obus qui tombent sur Mostar. On a déchargé un peu de matériel sur Mostar en le confiant à une association de jeunes pluri-ethniques indépendante, mais je voudrais souligner qu'on ne dispose d'aucun moyen de contrôle sur la répartition de l'aide.

Ensuite, nous avons continué notre chemin. Tout le long du fleuve Neretva sur 100 km tout était détruit, les mosquées dynamitées, des maisons criblées, etc. Ce qui est étonnant également c'est qu'à l'intérieur de la Bosnie il y a des zones croates. Il y a des postes-frontières, des drapeaux croates, ce qui risque de poser des problèmes par la suite en cas d'accord. On a continué la route en évitant Sarajevo et en empruntant des pistes tracées par l'ONU. C'est ainsi qu'on est passé par une zone de snippers (combattants serbes isolés dont la cible préférée est composée par les civils dans les villes assiégées), ce qui signifie que même en zone bosniaque on peut être la cible des snippers.

**NOUS ATTEIGNONS** ensuite notre but la zone de Tuzla. Tuzla est la seule zone où les Bosniaques se sont emparés des armes de l'ex-armée yougoslave. On était étonné de voir les usines fonctionner, car jusque-là toutes les autres usines qu'on avait rencontrées servaient de barricades pour la plus grande armée présente sur place : l'armée de l'ONU. Tuzla est une ville industrielle, où la centrale électrique et les mines restent fonctionnelles. Un mois sur deux les habitants de Tuzla vont au front d'où, d'ailleurs, l'aspect populaire de l'armée. Les habitants de Tuzla affirment qu'ils sont pluri-ethniques. Musulmans, Juifs, Tziganes, Hongrois, Serbes, des gens issus de couples mixtes, continuent à y vivre ensemble. On a été à Tuzla hébergés par des familles mixtes.

BOSNIE-HERZEGOVINE  
SOLIDARITE



La mine que j'ai visitée était dirigée par une ingénieur serbe mariée à un Serbe.

**L'INTÉGRISME À TUZLA** existe mais est très faible. Il y a plus d'intégristes catholiques du côté croate que du côté musulman bosniaque, et on rencontre moins de femmes voilées à Tuzla qu'à Paris.

Notre rencontre avec les syndicalistes à Tuzla nous a révélé qu'on avait une conception différente du syndicalisme. En effet, les organisations indépendantes de la classe ouvrière en Bosnie n'existent pas. Il y a d'anciens syndicalistes, certes élus, mais liés à l'appareil d'État. Lors d'une rencontre qui était censée se dérouler avec les syndicalistes de la Poste on a été reçu par la direction de la poste et un syndicaliste.

A Tuzla on n'a eu aucun blocage pour rencontrer des travailleurs des mineurs et l'association des femmes de mineurs.

Persuadée que la lutte de classe existe aussi en Bosnie, notamment, à travers le syndicalisme et la lutte contre les partis nationalistes tel que le SDA, la délégation de SUD ne cherchait pas uniquement à apporter son aide matérielle mais également à entrer en contact avec une opposition syndicale locale. A ce propos, la mairie de Tuzla est la dernière mairie qui échappe aux forces nationalistes du SDA. Leur objectif est de la reconquérir. Le bruit court que les réfugiés de Srebrenica, très montés contre les Serbes, ont été placés à Tuzla pour faire pression sur cette mairie, lors des prochaines élections.



**Inprecor : Quelle est la position des syndicalistes à Tuzla sur la question de la privatisation ?**

**Dominique** : A partir des années 90 la politique de privatisation a été adoptée dans toute l'ex-Yougoslavie, néanmoins la guerre a tout arrêté, mais le débat existait. Nous avons appris que les mineurs de Kreka se sont prononcés contre les privatisations des mines. Dans d'autres mines les mineurs ont accepté d'acheter des actions. On a l'impression que les mineurs connaissent les risques de la privatisation (rentabilité, licenciements, etc.) mais, en revanche, pensent que la privatisation pourrait relancer l'industrie. Notre délégation et celle des Anglais ont longuement insisté sur les risques de la privatisation et expliqué notre lutte contre le plan de privatisation aux Télécom.

**Inprecor : Comment l'aide a-t-elle été répartie sur place ?**

Un des problèmes à souligner, c'est la répartition de l'aide. Les gens demandent comment on va répartir cette aide ? A qui la confier ? Pour notre part on est passé à Radio Tuzla et à la Télé où on a parlé de notre convoi. A Tuzla tout le monde sait que l'aide est arrivée. Les mineurs font contrôler leur aide par IWA. Malheureusement, le contrôle ouvrier sur cette aide, par le biais des délégués syndicaux, n'existe pas. Ce qui est rassurant à Tuzla, en revanche, c'est que le marché noir n'existe pas, et donc les possibilités de détournement de l'aide sont minimes,



surtout depuis qu'elle arrive d'une façon régulière.

**Inprecor : Quel bilan tires-tu de cette expérience et quelles sont vos perspectives ?**

**Domonique** : Tous les camarades ont envie d'y retourner. Il faut continuer, il faut relayer les appels. Retourner se mettre en contact avec les militants qui veulent créer un mouvement ouvrier indépendant, non seulement en Bosnie mais aussi en Croatie et en Serbie. Il faudrait encourager cette forme de solidarité et je pense que cette expérience est reproductible pour un certain nombre de pays tels que l'Algérie.

En ce qui concerne les perspectives, il y aura une campagne de solidarité avec les mines de Kreka.



**Correspondance de Presse Internationale**  
**INPRECOR**

Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

\*  
Éditée par PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

\*  
Rédaction —  
Administration :  
PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France  
Tél : (33-1) 43 79 29 60  
Fax : (33-1) 43 79 29 61  
E-Mail : inprecor@igc.apc.org

\*  
Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski  
C.P. n° 59117  
ISSN 1 0294 - 8516

\*  
Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

\*  
Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

# Halte à l'intervention impérialiste

*La crise dans l'ex-Yougoslavie a provoqué un grand débat dans le mouvement ouvrier européen et international. Nous publions ci-dessous une contribution de Livio Maitan, notre collaborateur et membre du Parti de la refondation communiste (PRC) d'Italie.*

*Livio Maitan*

*24 septembre 1995*

**DEPUIS LE MOIS D'AOUT**, la situation dans l'ex-Yougoslavie a connu de nouveaux développements dramatiques. L'intervention de l'armée croate dans la Krajina et l'attaque militaire massive de l'OTAN ont créé une situation nouvelle en mettant davantage en lumière la dynamique fondamentale du conflit.

Revenons, d'abord, sur les responsabilités et les objectifs des forces et des dirigeants en présence, en commençant par celui qui reste le principal dirigeant serbe, Slobodan Milosevic. Pour éviter toute ambiguïté, répétons que ce personnage a eu une responsabilité primordiale de la désagrégation de la Fédération yougoslave. Pour maintenir son pouvoir dans le cadre d'un régime bureaucratique en crise, il avait lancé à l'époque une virulente campagne nationaliste, qui ne pouvait qu'alarmer les autres peuples de la Yougoslavie en nourrissant les tendances sécessionnistes. Ajoutons, au bénéfice de ceux qui s'obstineraient à croire que la Serbie reste un rempart du « socialisme » ou de l'anti-impérialisme, que, de même que les dirigeants des autres républiques, Milosevic avait déjà fait auparavant des ouvertures à l'« économie de marché », en d'autres termes, n'avait guère fermé ses portes à une restauration du capitalisme.

A l'heure actuelle, il nous semble incontestable qu'il a mis beaucoup d'eau dans son vin et les raisons sont assez claires. Il était plus facile d'agiter le leitmotiv idéologique de la Grande Serbie que de le traduire dans un véritable projet politique et encore plus de mettre en pratique ce projet. Milosevic a dû le constater à ses frais. Il a accéléré l'explosion de la

Fédération et provoqué dans les autres républiques des sentiments et des choix politiques antiserbes, alors que la crise de l'armée yougoslave ne lui permettait pas de régler la question par la force. Pour reprendre une expression employée par Stojan Cerovic dans l'hebdomadaire indépendant Vreme (2 septembre), il ne peut désormais projeter qu'une « petite grande Serbie ».

**A L'INTÉRIEUR MEME** de sa république, il est pris comme dans un étau : d'un côté, il est devenu la cible de courants outranciers, avec qui il avait scellé une alliance pendant toute une période mais qui désormais l'accusent de faiblesse voire de trahison, de l'autre, il doit prendre en compte la lassitude croissante des couches populaires, de moins en moins disposées à supporter le fardeau d'une guerre qui a provoqué une chute verticale de leur niveau de vie. C'est dans ce contexte qui, sans renoncer à ce qu'il considère des acquis (le régime imposé au Kosovo, par exemple) ni à d'autres revendications territoriales, il a choisi le chemin du compromis, dans le but notamment d'obtenir la suspension de l'embargo, d'enrayer la décomposition de l'économie et d'éviter une aggravation ultérieure du conflit aux conséquences imprévisibles pour la Serbie elle-même. Les Serbes bosniaques ne pouvaient pas accepter de gaîté de cœur ce changement de route : d'où les conflits entre Palé et Belgrade, des actions meurtrières désespérées de la part de soldats de Mladic dont la malheureuse ville de Sarajevo a payé encore une fois le prix, et l'attaque contre Srebrenica et Zepa avec

de nouvelles « purifications » et le cortège dramatique de gens désespérés quittant leurs villes et villages.

Pour en venir à la Croatie, pendant un certain temps ses dirigeants ne se sont pas engagés dans des opérations militaires majeures, sans pour autant renoncer à intervenir en Bosnie-Herzégovine — non seulement pour régler des comptes aux Serbes, mais aussi pour contrecarrer l'influence musulmane. Mais, au fur et à mesure qu'ils ont compris que Milosevic n'était plus en état de relancer le conflit sur une grande échelle, qu'ils pourraient compter sur des complicités internationales concrètes et que le gouvernement bosniaque les soutiendrait, ils sont passés à l'offensive dans la Krajina en employant massivement leur armée restructurée et « modernisée » avec l'aide directe des Etats-Unis. Une bonne partie de la presse internationale a glissé sur les conséquences de cette intervention sur les populations serbes. Toujours est-il qu'on a assisté à nouveau au spectacle bouleversant de dizaines, voire de centaines de milliers de personnes en fuite.

**LA POLITIQUE DU TROISIEME** larcon, c'est-à-dire le gouvernement bosniaque, était fixée depuis un certain temps, au-delà des divergences dans son sein. Selon lui, aucun accord n'était possible, donc aucune trêve durable ne pouvait être réalisée sans arracher auparavant un rapport de forces plus favorable du point de vue militaire. C'est cette considération qui a été à l'origine des offensives lancées à plusieurs reprises, en 1994 et en 1995, par l'armée bosniaque. Les échecs qu'elle a



subis ne pouvaient que renforcer l'autre option, qui dès le début a été conçue comme complémentaire et non comme alternative : obtenir que les puissances européennes et surtout les États-Unis interviennent militairement de façon directe et non par personne interposée. La demande de suspension de l'embargo sur les armes n'était, somme toute, qu'un accessoire (par ailleurs, malgré l'embargo, les Bosniaques ont reçu des armes dans des quantités non négligeables).

Pour en venir à ce dernier problème, c'est-à-dire à l'attitude des puissances impérialistes face à la crise yougoslave, rappelons qu'au début les États-Unis auraient préféré maintenir le statu quo de la Fédération. Ils craignaient qu'une situation incontrôlable ne se produise et, par ailleurs, les choix économiques déjà faits aussi bien par le gouvernement fédéral que par les gouvernements républicains impliquaient pour les impérialistes des marges plus importantes à la pénétration de leurs capitaux. Mais, une fois déclenché le processus de sécession, on a assisté assez rapidement à une cascade de reconnaissances de nouveaux États « indépendants », l'Allemagne étant la première à s'engager sur cette voie. Plus tard, face à un conflit de plus en plus déchirant, aussi bien les puissances européennes que les États-Unis ont longuement hésité. Puisqu'il n'y avait pas d'enjeux économiques majeurs et que les impératifs stratégiques de la guerre froide ne subsistaient plus, les impérialistes pouvaient se permettre de piétiner sur place et de ne s'engager que très partiellement, de préférence derrière l'écran de l'ONU. Mais à la longue, le conflit devenant de plus en plus grave avec un écho croissant dans l'opinion mondiale, la situation devenant de plus en plus incontrôlable et ses développements

imprévisibles dans toute une région d'Europe, malgré de divergences multiples, la décision a été prise : il fallait intervenir et le plus énergiquement possible. L'enjeu était crucial en premier lieu pour les États-Unis qui, en tant que grande puissance à vocation hégémonique, devaient démontrer que, dans une situation devenue si critique, ils étaient en état d'imposer leur volonté et de jouer leur rôle de contrôleurs du monde, en exploitant leur supériorité militaire. Dans ce sens, leur intervention s'inscrit, malgré toutes les différences évidentes, dans la même logique que la guerre du Golfe. Qui plus est, elle crée un précédent extrêmement grave qu'on pourrait faire valoir dans l'avenir.

L'intervention a changé de toute évidence la situation sur le terrain. Rappelons-nous que l'une des raisons des hésitations avait été la conviction qu'une intervention aérienne ne suffirait pas, qu'il serait nécessaire d'employer des soldats, et une décision dans un tel sens était bien difficile à prendre aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Mais désormais la difficulté est, pour l'instant, surmontée : les États-Unis et leurs alliés européens bombardent du ciel et de la mer en détruisant les structures militaires serbes sans épargner, en passant, des objectifs civils, alors que l'armée croate et l'armée bosniaque occupent les territoires contestés.

**CE N'EST PAS LE BUT** de cet article d'esquisser des pronostics sur ce qui pourra se passer dans les prochains mois : nous partageons, en ligne générale, l'idée que rien n'est encore réglé et que toutes sortes de rebondissement restent possibles. Cette incertitude est une raison de plus pour essayer d'être clair sur l'attitude que des communistes doivent assumer.

Premièrement, nous estimons que, du point de vue social aussi bien que politique et idéologique, il n'y a pas de différence qualitative entre les régimes en place dans les républiques de l'ancienne Yougoslavie. Ces régimes ont entamé la restauration d'une économie capitaliste, fût-elle précaire et contradictoire, et supprimé ou profondément érodé les conquêtes ouvrières, paysannes et démocratiques de la révolution et de la Fédération née de la révolution. Politiquement, aucun des gouvernements en place ne respecte les droits démocratiques les plus élémentaires. Tous ont recours à des méthodes autoritaires et c'est par la guerre qu'ils ont changé ou s'efforcent de changer la carte de la région. Ils s'inspirent d'une idéologie nationaliste réactionnaire prônant une purification ethnique qu'ils ont tous pratiquée, à différents degrés et à des échéances différentes. Pour reprendre les mots prononcés le 6 septembre à Rome par Selim Beslagic, maire de Tuzla, « *ce n'est pas un affrontement entre les peuples, mais entre les oligarchies nationales* » (malheureusement, cette définition

pertinente n'a pas empêché Beslagic de prôner l'intervention militaire de l'OTAN). Cela vaut aussi pour le régime, le gouvernement et l'armée bosniaques qui sont désormais entraînés dans la même dynamique. Les partisans courageux d'une solution multiethnique — solution qui en principe reste la seule valable de notre point de vue communiste et internationaliste — ne représentent plus qu'une petite minorité, qui mérite notre solidarité et notre soutien, mais ne peut guère influencer l'orientation et l'action du gouvernement et de son armée.

**DEUXIEMEMENT, IL FAUT** que la guerre s'achève, que toutes les opérations militaires soient immédiatement arrêtées. C'est la condition sine qua non pour que la dynamique perverse de délire nationaliste et raciste, de destructions et de massacres soit renversée, qu'une société civile réapparaisse, fût-ce sous les formes les plus élémentaires, et qu'on puisse esquisser des solutions politiques respectant les intérêts et les aspirations des peuples concernés. A ceux qui douteraient du bien-fondé d'une telle attitude, nous suggérons une simple réflexion. Il y a environ six mois la trêve, certes précaire, qui avait été établie, a été rompue. Résultat : le conflit a rébondi en provoquant, à Sarajevo, dans d'autres régions bosniaques, dans la Krajina et ailleurs, de nouvelles tueries, de nouvelles purifications ethniques et des exodes de populations, dans leur majorité des paysans pauvres, à une échelle encore plus massive qu'auparavant (plus de 350 000 réfugiés selon la Croix Rouge internationale). Aucune peuple, aucune nationalité, aucune ethnie en aura bénéficié : tous ont payé une nouvelle fois le prix tragique de la guerre.

**EST-CE QUE LES BOSNIAQUES** ont raison de se féliciter maintenant du changement du rapport de forces et des échecs essuyés par les Serbes bosniaques ? D'un point de vue nationaliste, dans une perspective myope, peut-être. Toujours est-il que la situation reste éminemment instable et la paix n'est pas du tout assurée. L'espoir insensé de rescousse et de vengeance s'est sans doute transféré, mais il subsiste, nourri par la haine. Qui plus est, dans le contexte nouveau qui s'est dessiné, le sort de l'ancienne Yougoslavie, et de la Bosnie en premier lieu, sera déterminé beaucoup plus par les intérêts et les exigences des grandes puissances impérialistes que par la volonté des peuples.

Des communistes et des internationalistes ne sauraient accepter sous aucun prétexte une telle perspective. C'est pourquoi, face à une entreprise impérialiste caractérisée, il est impossible de louvoyer ou de se taire. Il faut dire halte aux bombardements, halte à l'intervention militaire de l'OTAN !



# Grèce

## *Les fruits très amers de l'explosion nationaliste*

*Quand la bourgeoisie grecque décida de lier son sort à celui de Milošević, elle ne pouvait pas imaginer qu'elle était en train de jouer aux apprentis sorciers, elle commence à en payer le prix.*

*Par Georges Mitralias  
Athènes, septembre 1995*

BIEN QUE N'ÉTANT PAS UN PAYS BELLIGÉRANT, la Grèce a été dès le début dans la crise yougoslave, d'abord en soutenant sans condition le régime de Belgrade et ses représentants en Bosnie-Herzégovine, et ensuite en refusant de reconnaître l'existence de la République de Macédoine à laquelle elle a même imposé un blocus économique.

Les conséquences ont été multiples et très graves. Balayé par une vague d'hystérie nationaliste, le pays a vu son paysage politique se transformer de fond en comble. Sous l'influence combinée du conflit yougoslave et de l'affaire macédonienne, la classe politique grecque a dérivé, toutes tendances confondues, vers le chauvinisme le plus extrême, ce qui a abouti à l'émergence d'une nouvelle carte politique. Alors au gouvernement, le parti de la droite classique « Nouvelle démocratie » a souffert d'une scission importante à l'initiative du ministre des affaires étrangères A Samaras. Cette scission a conduit non seulement à la création du parti du « Printemps politique », mais aussi à la chute du gouvernement de droite en 1993 et au retour du PASOK (social-démocrate) au pouvoir.

Mais il y a plus. A l'intérieur du PASOK et de tous les autres partis, y compris de la gauche traditionnelle, ont émergé des tendances nationalistes et même bellicistes se caractérisant par leurs références soit à « l'orthodoxie menacée par le papisme et l'impérialisme », soit à une « Grèce qui aurait des frontières communes avec la Serbie » (ce qui impliquerait la disparition par la force de la République de Macédoine).

En réalité, la dérive chauvine a conduit très vite à l'émergence d'une nouvelle ligne de démarcation au sein de la classe politique grecque. La polarisation traditionnelle droite-gauche perdait progressivement du terrain en faveur de la polarisation entre les chauvins isolationnistes qui prônaient une politique musclée (envers l'Albanie et la Macédoine) et les nationalistes modérés qui tempéraient leurs

ardeurs expansionnistes par leur souci de maintenir leurs références à l'Europe unie.

Mais ce qui a été encore plus grave est que ces changements profonds au sommet ont été accompagnés par un véritable bouleversement à la base de la société grecque. Au nom des affinités électives des Grecs et des Serbes (même culte de l'État ethniquement « pur », même paranoïa du peuple historiquement assiégé, même croyance indéfectible à la mission messianique de « peuple élu »), et surtout au nom de la lutte contre la « conspiration internationale anti-grecque et anti-orthodoxe », des millions de Grecs sont descendus dans les rues manifestant contre « l'encerclement du pays » par la République de Macédoine, l'Albanie, la Turquie, le Papisme, l'Amérique, l'Occident, l'Arc islamique et en faveur de la création d'un « axe orthodoxe » constitué par les Grecs, les Serbes et les Russes. Encouragé par des démagogues, les médias, l'écrasante majorité des intellectuels et surtout par les gouvernements tant de la Nouvelle démocratie que du PASOK, ce véritable mouvement populaire est même passé aux actes. Les ratisages systématiques et ouvertement racistes contre les immigrés clandestins Albanais, les actions terroristes à l'intérieur de l'Albanie (par exemple attaques meurtrières des commandos fascistes manipulés par les services secrets grecs qui se battent en Bosnie aux côtés des soldats du général Mladic (1) sont devenus monnaie courante et ont été « légitimés » pendant une période par les autorités et par l'opinion publique.

Ce n'est donc pas un hasard si des sondages successifs ont confirmé ce que tout le monde soupçonnait, c'est-à-dire que la société grecque était majoritairement (plus de 80 %)

1) Le lendemain de la chute de Srebrenica, plusieurs grands quotidiens d'Athènes ont pavoisé rapportant que « le drapeau grec flotte sur Srebrenica ». En réalité les volontaires grecs du général Mladic ne se sont pas contentés de cet acte hautement symbolique. Comme a déclaré l'un d'eux à la plus grande chaîne de télévision du pays, « quand l'artillerie s'est arrêtée nous y sommes entrés pour entreprendre le travail de nettoyage »

raciste, chauvine et xénophobe. Du premier ministre (Papandreou) aux grands quotidiens, et des syndicats ouvriers à l'Église Orthodoxe, tous professaient sans vergogne leur foi en l'État « ethniquement pur et homogène », ce qui les conduisait, tout naturellement, à appuyer totalement le nettoyage ethnique en Bosnie.

Cependant, le temps passant, cette orientation de la bourgeoisie grecque aux très forts accents isolationnistes, anti-occidentaux et surtout nationalistes et « va-t-en guerre » a conduit à des impasses grandissantes et à des désastres diplomatiques. Passant progressivement à la contre-offensive, le grand capital grec qui est intéressé à étendre son champ d'action dans les pays voisins (Bulgarie, Macédoine, Albanie), a commencé à dénoncer comme suicidaire la politique suivie par la majorité de sa classe politique. Faisant le bilan de l'option « visionnaire » qui avait promis non pas la pénétration économique « normale » du capital grec, mais le véritable pillage des voisins soumis aux diktats d'Athènes, les « modérés » de toute affiliation politique ont pris peu à peu pris le dessus.

**C'EST AINSI QU'AU NOM** du réalisme nouvellement redécouvert, les promoteurs de la « Grande Grèce » qui ferait sa loi aux Balkans, se sont calmés et ont fait de nouveau volte face. Profitant de la désorientation de l'opinion publique et de la passivité de la gauche traditionnelle, ces éternels « pragmatistes » ont tiré les leçons de leur aventurisme précédent et avec la même facilité ils ont opté pour la normalisation de leurs rapports avec l'Albanie et la Macédoine. Et finalement, même du bout des lèvres et sans avouer sa volte face, le gouvernement Papandreou a quand même signé (le 13 Septembre à New York) l'accord en vertu duquel il reconnaît enfin l'existence de la République de Macédoine.

Pourtant, il serait bien naïf de considérer la phase d'explosion du chauvinisme grec comme une simple parenthèse définitivement close. En réalité, cette dangereuse aventure laisse la société grecque avec des plaies ouvertes qui ne vont pas se cicatriser de sitôt. Les grands partis politiques (PASOK et Nouvelle démocratie) qui ont retardé leur déclin irrémédiable en jouant à fond la carte nationaliste, en sortent finalement tellement affaiblis et discrédités que nul n'exclut plus leur prochaine désagrégation. Leur crise met à l'ordre du jour leur lâchage par les courants dominants de la bourgeoisie qui préparent déjà la relève.

**QUANT À LA GAUCHE** (PC stalinien et Coalition de gauche), son bilan est presque aussi catastrophique. Bien qu'ayant refusé de cautionner les ratissages anti-immigrés et le délire antimacédonien et anti-albanais, elle a brillé par son incapacité à défendre ce qui aurait pu constituer sa force principale : la solidarité entre les travailleurs et l'internationalisme le plus élémentaire. Incapable de s'orienter dans le monde qui a suivi la fin du socialisme « réellement existant », elle a cru découvrir en Milošević et plus récemment en Karadžić et Mladic « *Les derniers combattants anti-impérialistes en Europe* ». Ne dédaignant pas les alliances ponctuelles avec l'Église rétrograde et même avec des courants extrémistes du néo-nationalisme grec, la gauche bien-pensante et surtout le PC se sont distingués par la caution « anti-impérialiste » qu'ils ont offerte à la politique chauvine des autorités. En glorifiant la « *lutte héroïque de nos frères Serbes contre le Pape, les Américains et les Allemands revanchards* », en restant insensible et muette devant les souffrances des victimes de ses « héros » serbes et en baptisant « *agent de l'impérialisme* »

tous ceux qui par hasard étaient considérés « ennemis jurés de la Grèce » (Bosniaques, les Albanais et les Macédoniens ainsi que les rares « cosmopolites » Grecs qui osaient exprimer leur dégoût devant les exploits macabres de Karadžić et Mladic), la gauche grecque a raté son test le plus décisif et a fait faillite.

Maintenant, bien que le pire soit déjà derrière nous, l'aventure nationaliste, raciste et xénophobe de ces dernières années laisse la société grecque profondément transformée. Ayant subi un véritable lavage de cerveau et ayant été totalement abandonnée par la gauche et les syndicats aux mains de la racaille pogromiste et néo-orthodoxe, la société grecque a perdu la boussole et a pris des vessies pour des lanternes. Sa juste colère pour sa paupérisation croissante a ainsi été canalisée contre des boucs émissaires (« *les étrangers qui prennent notre pain* », etc.). Découvrant l'impérialisme et l'ennemi de classe là où il n'y avait que des pauvres États voisins cherchant une place au soleil, les Grecs se sont battus contre des fantômes. Alors, ils ont chassé l'Autre, tous ceux qui étaient différents ou encore plus pauvres qu'eux-mêmes.

Le réveil de ce cauchemar collectif réservera quand même quelques surprises très douloureuses. Bien qu'apparemment presque intacte, la carte politique du pays est en réalité profondément déplacée vers la droite. Inexistants avant le début de la crise yougoslave, des noyaux fascisants, professant ouvertement l'épuration des minorités de toute espèce, existent aujourd'hui même au sein des groupes parlementaires de deux grands partis. Quant à la « fine fleur » de l'intelligentsia du pays qui auparavant penchait clairement vers la gauche, elle découvre maintenant les « valeurs » éternelles de l'orthodoxie et cultive le culte de la « Grèce immortelle » quand elle ne s'exhibe pas aux côtés du général Mladic à Pale ou à Banja Luka.

**LA CONCLUSION** ne peut être que provisoire. Étant donné que l'éclatement de la Yougoslavie a marqué profondément la vie politique et la société grecques, on peut s'attendre à ce que la crise (et encore plus la défaite) des frères Serbes ne passe pas inaperçue à Athènes. Malgré les récents efforts des directions de deux grands partis grecs pour se détacher un peu de Belgrade et de Pale et rééquilibrer leur politique balkanique, il n'y pas l'ombre d'un doute que la classe politique grecque payera elle aussi la note du naufrage de la « Grande Serbie ».

Ayant choisi de jouer aux apprentis sorciers, la bourgeoisie grecque se débat maintenant dans ses propres contradictions et paye déjà le prix de son aventurisme. Alors, au moment même où elle tend désespérément à faire oublier ses errements expansionnistes et commence à normaliser ses rapports avec ses voisins du Nord, elle découvre avec stupéfaction qu'il est autrement difficile de « normaliser » ses propres créatures, c'est-à-dire les « monstres » racistes et fascistes qu'elle a enfantés : moins de 24 heures après la signature très officielle de l'accord avec la République de Macédoine, le conseil communal de Florina décidait en session plénière d'extirper la honte que constituait pour sa ville la présence du siège du parti « Arc en ciel » de la minorité slavo-macédonienne. Une heure plus tard, il n'en restait plus rien. L'incendie avait tout effacé.



# Mexique

## *La consultation zapatiste, un dialogue de la société avec elle-même*

*Le 29 septembre, dans un coin de la forêt lacandone, en prélude d'une grande fête populaire, les membres des commissions de promotion et d'organisation des consultations nationale, internationale et jeunes pour la paix et la démocratie ont communiqué les résultats définitifs au Comité clandestin révolutionnaire indigène — Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) ; s'est ainsi achevée une expérience extrêmement enrichissante d'organisation et de discussion entre des individus, des groupes et des courants, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières mexicaines, autour de la démarche à adopter pour réussir la transition vers la démocratie au Mexique.*

*Par Ulises Martínez Flores  
Mexico, 29 septembre 1995*

**POUR MESURER AVEC OBJECTIVITÉ** les résultats de la consultation convoquée par l'EZLN le 7 juin, il faut se remémorer les raisons ayant conduit le mouvement insurgé du Chiapas à pratiquer cet exercice démocratique inédit.

En premier lieu, l'appel à la consultation a représenté une réponse audacieuse à la politique de contre-insurrection du gouvernement mexicain qui, à partir de février 1995, s'est manifestée tant par l'encercllement militaire que par les attaques politiques. Au moment de l'appel à la consultation, cela faisait deux mois que le gouvernement et l'EZLN se réunissaient régulièrement à San Andres de los Pobres, sans que cela n'aille de pair avec une démilitarisation du Chiapas et un repli des troupes gouvernementales.

A ce siège militaire s'ajoutaient quelques avancées politiques du gouvernement, telle la division du mouvement démocratique chiapanèque, initialement regroupé de manière unitaire au sein de l'Assemblée d'Etat démocratique du peuple du Chiapas (AEDEPCH) ; au fil du temps, un secteur de l'AEDEPCH a succombé aux œillades du gouvernement et a accepté de participer à une table de négociations parallèle à celle de San Andres, ce qui causa à l'époque un affaiblissement de l'EZLN et l'isolement de l'autre secteur de l'AEDEPCH qui décida de rester uni autour du gouvernement de transition du Chiapas en rébellion dirigé par le journaliste Amado Avendaño.

En second lieu, l'appel à la consultation zapatiste illustrait une nouvelle tentative de l'EZLN pour encourager l'unité du mouvement populaire et démocratique mexicain, après la perte de substance de la Convention nationale démocratique (CND, constituée en août 1994) et l'échec, en février 1995, de l'appel à former un Mouvement de libération nationale (MLN).

Depuis le début, la lutte zapatiste s'est distinguée d'autres expériences d'insurrection armée par l'accent mis sur le fait que sa lutte et ses revendications ne pourraient aboutir si elles n'étaient pas reprises par des couches entières de la société construisant un large front d'opposition au gouvernement. En ce sens, l'appel à la consultation répondait non seulement au besoin de rompre l'encercllement militaire et politique, mais aussi à une vision stratégique du zapatisme sur la nécessité de construire ce large bloc de forces sociales

anti-gouvernementales.

Une autre exigence zapatiste motiva aussi l'appel à la consultation : la volonté de structurer le zapatisme non plus uniquement comme une organisation politico-militaire, une armée populaire fortement enracinée dans les communautés indigènes du Chiapas, mais comme une force civile, démocratique et populaire d'envergure nationale.

Enfin, sur le plan international, l'appel à la consultation cherchait à approfondir la discussion avec le mouvement de solidarité existant — principalement en Europe et en Amérique du Nord —, à lui permettre de se développer et, surtout, à faire que cette solidarité dépasse le simple appui matériel pour devenir un cadre d'organisation et d'action.

### LES RÉSULTATS DE LA CONSULTATION

Au-delà des résultats quantitatifs de la consultation — 60 000 personnes ont participé à sa promotion et à son organisation au Mexique ; plus d'un million de Mexicains ont voté ; plus de 80 000 personnes ont pris part à la consultation internationale organisée par 56 comités de solidarité dans 43 pays différents —, l'initiative zapatiste a prouvé être une grande réussite à plusieurs égards.

En matière organisationnelle, la consultation a permis que le mouvement d'appui à la lutte zapatiste dépasse les mobilisations sporadiques et avance vers des formes structurées. A travers tout le pays, plus de 60 000 personnes ne se sont pas retrouvées seulement pour un meeting ou une manifestation mais, durant plusieurs semaines, ils se sont rencontrés dans les mêmes centres de travail politique afin de discuter de l'organisation d'une tâche commune et de ses implications politiques. Ensemble, ils ont affronté le boycott de la plupart des médias audiovisuels et de la presse écrite, etc.

Sur le plan politique, la consultation a encouragé la discussion dans la mesure où les questions que l'EZLN posaient à la population impliquaient une réflexion sur ce que doit être le programme du mouvement démocratique et populaire, sur la manière d'organiser ce mouvement et sur la manière dont l'EZLN doit s'y adapter.

## ★ MEXIQUE

Les réponses aux questions 4 et 5 ont revêtu une importance particulière, tant au niveau national qu'international ; l'EZLN y demandait si elle devait se constituer en force politique nouvelle, de manière indépendante ou en s'unissant avec d'autres organisations, forces et courants. Avec une faible marge d'écart, les personnes consultées ont plutôt répondu que l'EZLN devait s'organiser sans s'unir à d'autres forces, ce qui reflète le prestige et la confiance dont jouit le zapatisme et, a contrario, le manque de confiance de la population envers les organisations politiques traditionnelles de la gauche mexicaine.

Sur le plan social, la consultation a démontré à la population qu'elle pouvait se faire entendre à travers des actions de ce type et qu'elle pouvait prendre son destin en mains. Quelques jours avant la consultation, dans le village de Tepoztlán, dans le centre du pays, la population, majoritairement indigène, s'est rebellé contre la construction d'un terrain de golf qui aurait menacé l'équilibre écologique et aurait dépouillé la communauté de ses terres. Les habitants ont élu de nouvelles autorités à travers un vote populaire et ont organisé eux-mêmes l'administration publique. Par ailleurs, dans l'Etat de San Luis Potosí, une consultation a été organisée le 25 septembre pour demander l'opinion des habitants sur les formes que doit adopter la lutte des peuples indigènes nahuatl de la région.

Au plan international, la consultation zapatiste a impulsé un nouveau type de solidarité ; l'EZLN ne demandait pas seulement de l'aide mais une prise de position sur ses revendications et sur la manière de lutter pour les défendre. Mais là où les résultats positifs de la consultation zapatiste ont été les plus probants, ce fut dans le renversement du rapport de forces vis-à-vis du gouvernement.

En dépit de la prolongation de l'encerclement militaire, la consultation a rompu l'encerclement politique. Cela s'est manifesté immédiatement dans les réunions du Dialogue de San Andres, où le gouvernement a accepté les principales propositions de l'EZLN sur la méthode à suivre et sur l'ordre du jour. Le gouvernement, non sans dissensions internes, a enfin accepté que soient traités des thèmes d'intérêt national à San Andres, et il a même invité l'EZLN à participer au débat sur la réforme de l'Etat mexicain qu'il prépare avec les partis politiques représentés à l'Assemblée.

### ENTRE OUBLI ET NOUVELLES PROMESSES

Le 1<sup>er</sup> septembre dernier, quand le président Ernesto Zedillo a fait référence au conflit du Chiapas dans son message annuel à la nation, il a commencé par rappeler qu'en arrivant à la présidence il avait déclaré qu'on ne trouverait une solution au conflit qu'à travers le dialogue et la négociation ; puis il a souligné que telle restait sa conception de la question. Le président semblait avoir oublié que le 9 février il avait rompu le dialogue avec l'EZLN pour déclencher une persécution policière et militaire contre ses principaux dirigeants.

C'est uniquement parce que la société civile s'est opposée aux volontés belliqueuses du gouvernement que la voie du Dialogue de San Andres s'est ouverte. Mais devons-nous pour autant oublier le 9 février ? Il est impossible de l'oublier, non tant pour ressasser les erreurs et les incohérences du gouvernement quant au traitement du conflit du Chiapas mais parce que ces erreurs ont eu des conséquences précises et continuent à en avoir.

Une première conséquence, en relation directe avec la négociation sur laquelle le président met tant l'accent

aujourd'hui, reste la perte de confiance de l'EZLN quant aux promesses de dialogue.

Tout aussi graves et actuelles sont les conséquences qu'a eu pour les communautés indigènes de la région le processus de militarisation qui s'est considérablement renforcé à partir du 9 février. Après avoir provoqué l'exode de communautés entières, il entraîne des actes arbitraires quotidiens commis par les soldats et les officiers de l'armée fédérale.

En outre, les décisions gouvernementales du 9 février entraînent l'emprisonnement de dizaines de Mexicains accusés d'appartenir à l'EZLN ; alors que rien n'a pu être prouvé contre eux, ils restent quand même en prison.

Il est prévisible que les plans du gouvernement soient d'inonder de capitaux la zone de conflit pour faire mine de résoudre le retard économique et social ancestral. Mais il se trompe aussi là-dessus. Comme l'a dit le sous-commandant

### ET LA SUITE ?

La consultation à peine terminée, le gouvernement s'est dépêché de donner sa propre lecture des résultats ; ses porte-parole ont répété à satiété que l'EZLN devrait maintenant déposer les armes, se transformer en force politique légale et intégrer le système politique existant.

Dans de larges secteurs de la gauche également, après la consultation zapatiste, la seule perspective semblait être l'espoir que celle-ci ouvre la voie à la formation d'une nouvelle force politique à laquelle, de manière loyale pour les uns, opportuniste pour les autres, ils pourraient s'intégrer. Il y en a même certains qui, amoureux des vieux schémas, spéculaient sur l'avenir d'un hypothétique Parti zapatiste.

Mais les rythmes indigènes et zapatistes semblent être tout autres. Avec la consultation, le zapatisme — conçu non seulement comme les secteurs organisés dans l'EZLN, mais incluant aussi le large mouvement civil sympathisant — a jeté les bases d'un programme politique et de lutte, et celles de sa structuration organique et de sa politique d'alliances.

Comme lors de la consultation les sympathisants du zapatisme ont donné leur accord pour que les seize points évoqués dans la première question constituent la base du programme de l'EZLN, le dialogue de San Andres peut maintenant permettre de discuter en détail de chacun de ses points, à travers la participation conjointe de dizaines d'organisations, et de développer le programme politique zapatiste. Cette participation conjointe permettra de reconstruire les cadres sociaux qui, dans différents secteurs de la population, pourraient constituer la toile de fond sur laquelle se dessinera la nouvelle force politique.

Ce rythme indigène et zapatiste donne le ton pour le processus de construction d'accords et d'identités politiques et sociales dans le mouvement démocratique et populaire. Différents courants politiques suivent également ce rythme pour participer à la constitution d'un nouveau mouvement politique révolutionnaire au Mexique, sur la base du zapatisme civil et militaire. C'est le cas du courant représenté par la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale qui, lors d'une récente Conférence nationale, a adopté le nom Démocratie radicale et a rappelé que son objectif stratégique dans la prochaine période était de contribuer à la constitution de cette nouvelle force politique nationale.



# Palestine

## Sous l'Autorité palestinienne

Nos lecteurs et lectrices connaissent déjà Walid Salem. Dans cet article rédigé avant la conclusion du nouvel accord, dit « de Taba », entre le gouvernement israélien et l'OLP, l'auteur, membre bien connu de l'opposition de gauche palestinienne, décrit l'évolution de la vie politique à Gaza et en Cisjordanie depuis la mise en place de l'Autorité palestinienne. Son rapport permet de comprendre le peu d'enthousiasme manifesté par la population des grandes villes de Cisjordanie qui passeront, en vertu du nouvel accord, sous le contrôle d'un Yasser Arafat agissant sous tutelle israélienne.

Walid Salem  
Septembre 1995

**DES SON RETOUR À GAZA**, le 1<sup>er</sup> juillet 1994, Yasser Arafat s'est lancé dans son jeu préféré, à savoir, s'ingénier à diviser les différentes formations politiques de l'opposition palestinienne et à en créer d'autres liées à lui. Les nouveaux courants qui ont vu le jour jusqu'à maintenant sont :

1- le Parti du pacte palestinien : dirigé par Abdalah Issa et Kannan Al Saraj, ce parti soutient le pouvoir dans la bande de Gaza ;

2- le Rassemblement patriotique palestinien : dirigé par Ahmed Tuqan à Naplouse, il s'agit d'un parti qui soutient le pouvoir et l'Accord d'Oslo et déclare vouloir renforcer la démocratie en Palestine ;

3- le Rassemblement patriotique unioniste : à Jérusalem, présidé par Daoud Abu Ghazala, ayant les mêmes orientations que le rassemblement de Tuqan ;

4- le Mouvement palestinien de la paix : un mouvement qui s'est constitué à Gaza, dirigé par un docteur à l'Université d'Al Azhar (Assad Abu Sharkh). Sa création a été la réponse d'Arafat aux critiques du mouvement de paix israélien sur l'absence d'un mouvement de paix palestinien ;

5- le Mouvement patriotique pour le changement dirigé par Khadar Al Maghribi et Youssef Al Ajrami, anciens membres du Front populaire de libération de la Palestine

(FPLP, de Georges Habache). Aujourd'hui ils déclarent que leur objectif est d'œuvrer pour le renforcement du pouvoir et de la démocratie, ainsi que la consolidation des perspectives des Accords d'Oslo. Signalons, par ailleurs, que ce mouvement a été lancé suite à une rencontre de ses dirigeants avec Arafat ;

6- le Rassemblement patriotique démocratique : dirigé par Youssef Atwan et Fariss Yaghi, créé également dans la bande de Gaza suite à une rencontre entre les dirigeants de cette formation et Arafat lors de sa dernière visite à Jéricho. Ce courant est aussi constitué d'anciens membres du Front populaire. Lors d'une réunion entre la direction de ce mouvement et la direction du mouvement national pour le changement une décision portant sur la réunification des deux courants a été prise et fut annoncée dans une conférence de presse tenue au mois de février 1995 ;

7- le Parti arabe socialiste du Bath : dirigé par Jamal Al Bastami, de Naplouse, proclamé après une réunion de sa direction avec Arafat, ce parti est une scission du Front de libération arabe ;

1) Voir *Inprecor*, n°374 et 377.

2) Nous aurons l'occasion de revenir sur cet accord. En attendant, les lecteurs intéressés peuvent se reporter aux numéros d'août et de septembre de *News from within*, la publication de nos amis de l'Alternative Information Center à Jérusalem.

8- le Mouvement de la construction démocratique : dirigé par Haidar Abd Al Chafi, soutenu par le Parti du peuple palestinien (PPP, ex-communiste). Il s'agit d'une opposition réformiste, qui œuvre pour une Assemblée constituante et met l'accent sur les réformes démocratiques ;

9- le Mouvement du processus islamique et le Front islamique : deux scissions de Hamas (Mouvement de la résistance islamique) qui ont bénéficié d'une autorisation légale de la part de l'Autorité palestinienne.

**L'EXAMEN DU PROCESSUS** de création de ces nouvelles formations politiques révèle que :

1- elles ont toutes été créées avec l'autorisation de Yasser Arafat, ce qui laisse prévoir que, désormais, l'Autorité palestinienne imposera à tous les partis politiques un visa pour leurs activités. Cette conclusion a été confirmée par Arafat lui-même lors d'une déclaration faite il y a deux mois où il a affirmé que la condition pour la participation de Hamas aux élections était sa transformation en parti politique et son soutien au « processus de paix » ;

2- Arafat œuvre pour la formation d'une nouvelle configuration politique à travers l'élimination des anciennes formations et leur remplacement par d'autres. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'il faut comprendre, non seulement, la création du Mouvement de paix palestinien, mais aussi, l'engagement pris par Arafat devant la délégation de l'Internationale socialiste, lors de sa visite à Gaza au début de l'année 1995, de créer un parti politique palestinien susceptible d'appartenir à la social-démocratie ;

3- la formation de ces courants politiques vise à la création d'une « opposition de sa majesté » ;

4- toutes les formations sont légales, ce qui reflète la nouvelle tendance du pouvoir à éliminer toute forme d'activité clandestine.

Cette tendance est d'ailleurs confirmée par les militants de base de Fath, qui affirment que la répression à l'égard de Hamas et du Jihad islamique sera suivie par la liquidation de Fath et son remplacement par de nouveaux partis. Ces militants craignent qu'une telle perspective ne soit d'ores et déjà à l'ordre du jour.

Pour liquider Fath, l'action d'Arafat sera menée sur deux niveaux : d'une part intégrer une partie de la direction dans l'appareil d'État en lui offrant des postes de responsabilité (cette manœuvre, déjà entreprise lors de l'installation du pouvoir palestinien a été renforcée), et d'autre part, réprimer systématiquement et liquider directement toute opposition à Arafat au sein de Fath.

Au mois de mai 1995, 13 cadres qui venaient de quitter le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) à Gaza ont exprimé leur soutien au processus de paix, lors d'une rencontre avec Arafat. Ce dernier a également encouragé une scission au sein du Parti du peuple, plus proche du nouveau pouvoir.

## LE POUVOIR LES PARTIS ET LA SOCIÉTÉ

Durant les six derniers mois, le pouvoir palestinien a renforcé son contrôle sur la société palestinienne et sur les forces présentes dans la bande de Gaza. Cette conclusion se confirme à la lumière d'une série de faits :

- le Front populaire de libération de la Palestine s'est engagé fermement à arrêter toute action militaire dans la zone sous contrôle de l'Autorité palestinienne, et à agir conformément au cadre légal. Comme récompense le Front a obtenu une autorisation pour la publication d'un journal ainsi que la réouverture de son siège et la libération de ses cadres emprisonnés. Trois mois sont passés depuis et le Front n'a guère

enfreint son engagement ;

- il semble que la direction de Hamas se soit engagée à arrêter l'action militaire dans la zone d'autonomie et à exercer une pression sur les unités d'El Qassem pour les contraindre à respecter cet engagement. S'en est suivie une répression contre les unités d'El Qassem avec leur désarmement, ce qui a affaibli leur action et a gelé leur intervention militante ;

- le Mouvement du Jihad islamique : malgré son démenti officiel, tout porte à croire que ce mouvement s'est engagé à arrêter toute action militaire dans la bande de Gaza jusqu'au mois de mai 1996, date prévue par les accords pour la reprise des pourparlers sur le statut définitif des territoires occupés et autonomes. Des divergences, dont les médias se sont fait largement l'écho, ont été enregistrées au sein de ce mouvement à travers les déclarations contradictoires de ses différents dirigeants, tant de l'intérieur que de l'extérieur. Parmi celles-ci les déclarations d'Abd Allah Al Chami, qui a affirmé à sa libération qu'Oslo est devenu une réalité avec laquelle il faut composer, pour par la suite se rétracter en accusant les médias d'avoir déformé ses propos ;

- le Front populaire de libération de la Palestine : la direction du Front dans la bande de Gaza a pris la décision de s'abstenir de toute action militaire conduite à partir de la zone d'autonomie. C'est parce qu'il a abandonné la lutte armée et qu'il a évité toute action provocatrice que le FPLP n'a jamais connu une confrontation sérieuse avec le pouvoir contrairement à Hamas, au Jihad islamique et, dans une moindre mesure, au FDLP. Récemment le pouvoir a arrêté 11 militants du FPLP suite à une opération revendiquée par ce dernier contre des soldats et des colons israéliens et a fini par les élargir au bout de deux jours.

## LA SITUATION À GAZA se présente comme suit :

1- la campagne pour le désarmement des différentes formations se poursuit avec son lot quotidien de perquisitions et de ratissage.

2- l'appareil administratif du pouvoir est constitué de 53 000 fonctionnaires (parmi lesquels 18 à 20 000 dans les différents services de sécurité) s'y ajoutent 20 000 mouchards. Ainsi les dépenses salariales du pouvoir s'élèvent à 30 millions de dollars par mois (chiffre donné par Georges Al Abd lors d'une conférence donnée à la fondation Abd Al Hamid Chouman à Amman). Nabil Chaat a reconnu dernièrement que sur les 440 millions de dollars reçus par l'Autorité palestinienne, 228 ont été affectés au paiement des salaires.

Le nombre élevé de fonctionnaires (surtout au sein des services de sécurité), dévoile le rôle attribué par Israël au pouvoir palestinien. L'établissement de la Cour de sûreté de l'État, dont le siège reste un mystère et qui tient ses sessions à une heure du matin en interdisant aux avocats de faire leurs plaidoiries n'est qu'un autre exemple confirmant cette orientation. Last but not least, la Cour suprême dans la bande de Gaza est une cour formelle dont les décisions ne sont applicables qu'avec l'accord d'Arafat ;

3- toutes les forces politiques à Gaza, sans exception, vivent dans l'attente et la peur. À la suite de l'arrestation de trois jeunes du FPLP, la Fondation des droits de l'homme a refusé de dénoncer cet acte. Par ailleurs le pouvoir exerce un contrôle très strict sur la presse, y compris la presse de Jérusalem-est. Le journal qui ose critiquer le pouvoir s'expose à de sévères représailles, les exemples sont nombreux dont les plus connus sont : l'interdiction du journal *Al Umma* (la nation), l'arrestation de Saïd Abu Sameh rédacteur en chef du journal *Al Watan* (la Patrie) proche de Hamas et sa condamnation à deux ans de prison pour propagande

contre le pouvoir ainsi que la fermeture du journal pour trois mois ;

4- par ailleurs l'Autorité palestinienne cherche à consolider le pouvoir de la force de Sécurité préventive dans l'ensemble des villes de la bande de Gaza et dans la ville de Jérusalem. Dans la seule ville de Jérusalem plus de 150 membres de la Sécurité préventive agissent quotidiennement sous la houlette de l'Autorité palestinienne et le regard bienveillant des services de sécurité israéliens.

5- l'Autorité palestinienne ne se contente pas de briser les forces politiques et de persécuter les journaux et les journalistes, mais s'ingénie également à étendre son contrôle sur toute la société :

- en se rapprochant des notables et des chefs de tribus, surtout à Gaza et Jéricho ;

- en adoptant une politique de contrôle des organismes et des associations et en persécutant tous ceux qui refusent d'obtempérer.

Les pourparlers ouverts par l'autorité palestinienne avec les différentes forces politiques dans la Bande de Gaza sont bloqués avec Hamas et le Jihad islamique depuis des mois. Ces deux formations avancent comme condition à leur poursuite l'élargissement des prisonniers et l'abolition de la Cour de sûreté de l'État ;

Avec le reste des forces politiques le dialogue se poursuit sans condition. Une délégation collective représentant toutes les forces a été reçue par le pouvoir avec la participation de Haydar Abd Al Chafi et Abd Allah Al Hourani. Cette délégation a avancé les mêmes revendications que Hamas et le Jihad islamique comme condition à la poursuite du dialogue avec le pouvoir. Au terme de cette rencontre, malgré ses promesses, Arafat n'a jamais accepté ces revendications et le dialogue a été interrompu.

**LE PROCESSUS DE CONSTRUCTION** du Rassemblement patriotique démocratique, un cadre d'alliance proposé par les deux Fronts, se caractérise par le flou et la diversité des formules au niveau de son application à l'intérieur des territoires.

La formule du Rassemblement palestinien est diverse. A Naplouse il est dirigé par Bassam Al Shaka. Hamas n'y participe pas, même à la suite de la visite de ce dernier à Damas et de sa rencontre avec les dix formations palestiniennes ;

à Ramallah : le Rassemblement a réussi à intégrer le PPP sur la base d'une plate-forme politique générale qui rejette la colonisation, affirme l'attachement à la ville de Jérusalem, et à la place d'une condamnation des accords d'Oslo, souligne la nécessité de les dépasser et de les changer ;

à Bethléem et Hébron : on avance l'idée d'un cadre d'alliance qui regrouperait les deux Fronts et un certain nombre de personnalités indépendantes qui leur sont proches ;

Force est de constater que le FPLP ressent, aujourd'hui, le besoin de construire deux types d'alliance :

- une alliance des forces démocratiques intégrant le FDLP, le Parti du peuple et des personnalités indépendantes à l'intérieur des territoires.

- une alliance plus large avec les dix formations contre les accords d'Oslo le Caire, au sein de laquelle l'alliance démocratique jouerait un rôle important.

Concrètement cette ligne n'est toujours pas mise en œuvre.

## LE PEUPLE

Au niveau populaire, l'aspect positif, malgré le recul de l'Intifada, est la diversité et l'accroissement des initiatives prises ici et là pour la défense des territoires et la lutte contre la colonisation.

Le sentiment général dans les masses est la déception vis-à-vis des formations politiques qui refusent ou sont incapables de militer. Les gens commencent à prendre en charge leurs revendications sans compter sur les politiciens. C'est ainsi que plusieurs initiatives ont été prises, soutenues par les courants politiques, par le biais d'organismes non gouvernementaux, par exemple les 3 sit-in organisés à Oum Touba et Beet Safafa contre les expropriations des terres, ou la manifestation du 1<sup>er</sup> avril organisée par « le mouvement pour le droit au logement » (composé de plusieurs ONG essentiellement à Jérusalem) contre les barrages, à l'occasion du deuxième anniversaire de la fermeture de la ville de Jérusalem. Ce mouvement a appelé également à protester contre la fête nationale israélienne commémorant le 3 000<sup>e</sup> anniversaire de la création du premier Jérusalem avant le Roi David (Jérusalem fut créée en réalité pour la première fois il y a 6 000 ans par les Cananéens), en organisant entre



## ★ PALESTINE

autres, une manifestation à El Issaouiya et une conférence de presse dans les territoires confisqués de Bethanina, une manifestation à Be' Al Jadid à Jérusalem contre la mainmise juive sur cette ville.

Il est vrai que les activistes politiques à Oum Touba ou à Sour Behir ou même au sein du « Mouvement du droit au logement », parmi lesquels certains ont été auparavant arrêtés pour leur appartenance au FPLP, ont joué un rôle important dans l'organisation de ces initiatives. Néanmoins, leur intervention s'est faite à titre individuel sans téléguidage de leur organisation.

Une telle évolution dans la situation, est certes positive de par l'entrée des masses en activité, mais traduit, en revanche, la faiblesse générale de toutes les formations politiques.

Les mobilisations sont aujourd'hui pacifiques, sans recours à la violence, ce qui pourrait avoir comme conséquence, non seulement, l'abandon définitif de la clandestinité et l'adoption de la légalité dans toutes les formes de protestation, mais aussi le risque de se confiner à la lutte revendicative contre les expropriations de tel ou tel lopin de terre, ou pour le droit au logement, sans remise en cause de l'occupation et en abandonnant le terrain de la lutte politique pour le droit du peuple palestinien à un État, le droit du retour, et son droit à l'autodétermination. Loin de nous l'idée de minimiser l'importance de cette lutte qui est fondamentalement une question politique liée à la suppression par Israël du droit au logement des Palestiniens par le biais de la colonisation et de l'expropriation. Toutefois, ce combat devrait être accompagné d'une lutte politique ce qui n'est guère le cas aujourd'hui.

### LE CONSEIL DE JÉRUSALEM

Composé de 11 membres, à raison de deux membres par formation politique (Fath, les deux Fronts, le PPP, Hamas et le Mouvement du Fida (3)), cinq indépendants dont deux proches du Fath, un proche du FPLP et deux personnalités religieuses une chrétienne et une musulmane. Cette structure est présidée par Faysal Al Hussein sans qu'il fasse partie des onze membres désignés. Ce conseil n'a pas encore été annoncé publiquement dans l'attente de constituer les commissions de travail (santé, éducation, culture, tourisme, commerce, terre, etc.), de définir ses prérogatives et de déterminer ses relations avec l'État d'Israël. En ce qui concerne ses relations avec l'Autorité palestinienne, il a été décidé que le Conseil ne maintient, officiellement, aucune relation avec elle et qu'il a le pouvoir de décider de l'allocation de l'argent collecté pour la ville de Jérusalem. Par ailleurs, ce conseil s'est abstenu de prendre position sur la question de l'expropriation à Jérusalem. Seul Al Hussein a pris des initiatives diplomatiques et médiatiques en rencontrant un certain nombre de consuls et des représentants de la Ligue arabe et du Conseil de sécurité de l'ONU. Il semble que Hussein ait été délégué par le Conseil de Jérusalem pour accomplir une telle tâche. Signalons également que les membres du Conseil sont désignés, toutefois les représentants du FDLP, FPLP et le PPP n'ont pas reçu l'autorisation de leur parti respectif pour y siéger.

On craint que le Conseil de Jérusalem ne soit qu'un premier pas vers :

- 1- l'instauration de deux conseils municipaux dans la ville de Jérusalem, un conseil israélien pour Jérusalem-ouest, et un conseil palestinien pour Jérusalem-est ;
- 2- un seul conseil municipal commun ;
- 3- deux conseils municipaux parrainés par un seul conseil à l'instar des conseils municipaux de Londres et du Canada.

Certes, ni les deux Fronts, ni Hamas n'accepteront dans ce cas de siéger dans une telle instance, néanmoins le conseil actuel pourrait servir de caution pour franchir d'autres étapes dans la réconciliation.

À Naplouse et Ramallah, c'est la commission des entreprises qui sert de structure commune pour toutes les forces politiques depuis la fin de l'Intifada. Les représentants des villages y participent pour discuter des questions locales à caractère social. Certaines forces politiques appellent aujourd'hui à l'adoption de cette formule pour la ville de Jérusalem et l'abandon du Conseil.

### LE MOUVEMENT ISLAMISTE ET ABNA AL BALAD DANS LES TERRITOIRES DE 48.

Trois positions ont été débattues, lors du dernier congrès de Abna Al Balad, sur la question des élections du Knest (parlement israélien) :

- la première défendait une participation aux élections du Knest dans le cadre du Bloc, le Rassemblement patriotique démocratique (le mouvement du 30 mars, journée de la terre) qui prône la transformation de l'État d'Israël d'un État sioniste en un État pour tous les citoyens. Cette position a été rejetée.

- la deuxième position : s'abstenir de présenter des candidats et de voter pour le Rassemblement patriotique, tout en œuvrant pour la formation d'un nouveau Rassemblement extraparlémentaire. Cette position a eu moins de la moitié des votes.

- la troisième position qui a remporté plus de 59 % des voix appelle à s'abstenir de présenter des candidats aux élections, sans s'opposer à la liste du Rassemblement ni donner de consigne de vote aux militants.

Cette dernière position est une position intermédiaire qui épargne au mouvement une dissolution au sein du bloc électoral comme le suggère la première, sans pour autant bloquer le processus de formation du Rassemblement. Le mouvement est sorti de son congrès réuni autour de cette position. Signalons par ailleurs qu'une liste appelant à l'abolition du caractère sioniste de l'État d'Israël risque fort d'être interdite par le gouvernement israélien.

Quant au mouvement islamiste, de l'intérieur, il a *grosso modo* adopté la même position que Abna Al Balad, à une différence près : les islamistes ne donnent pas leurs voix à un seul bloc.

Au regard de son texte, le mouvement islamiste a décidé de ne pas présenter de candidats, ni individuellement, ni dans le cadre d'un bloc, et de s'abstenir de donner une consigne de vote. Cette décision lie aujourd'hui le représentant de la tendance modérée, le Cheikh Abdallah Nems, qui a essayé de former un Rassemblement politique nouveau avec Ahmad AL Taïbi pour une éventuelle participation aux élections.

Le Rassemblement patriotique démocratique : composé du mouvement Abna Al Balad, du Mouvement du pacte et de l'égalité, du Mouvement progressiste dirigé par Mohamed Miaari, du Mouvement les racines au Néguev et des personnalités indépendantes de 48, cette formation tiendra son congrès dans les deux mois à venir.



3) Fida est une scission du Front démocratique de libération de la Palestine.

# Livres du mois

**LA DISCORDANCE DES TEMPS ; Essais sur les crises, les classes, l'histoire**, de Daniel Bensaïd, paru aux Éditions de la passion, Paris, 1995, 180 F.

Ce livre de notre camarade Daniel Bensaïd est composé de trois grandes parties, consacrées aux rythmes économiques et aux crises, au rapport entre la lutte des classes et les autres formes du conflit social, et à des essais critiques sur la raison historique (Péguy, Derrida, Benjamin, Blanqui et Bloch). Sur les treize chapitres du livre, dix sont inédits.

La première partie traite de la logique spécifique du *Capital* de Marx, pour en souligner la cohérence, propose une réflexion sur les crises et les ondes longues du capitalisme, ainsi que sur le rapport entre marché et modernité.

La deuxième partie porte sur la théorie de la bureaucratie, l'articulation entre rapports de classes et domination sexuelle, et les questions nationales et ethniques à l'époque de la mondialisation.

L'ensemble a été conçu comme un complément à ce qui promet d'être l'ouvrage majeur de Daniel Bensaïd paru à ce jour, *Marx l'intempestif* annoncé aux éditions Fayard pour ce mois d'octobre.

Les lignes finales de *La Discordance des temps* résument le projet de l'auteur, dans son style particulier, fort littéraire :

« Le "marxisme", ce pelé, ce galeux, est accusé d'avoir prêché une religion du salut terrestre, d'avoir déchaîné les forces aveugles du productivisme, d'avoir béni les armes de la science et de la technique, d'avoir organisé le culte idolâtre du prolétariat, d'avoir porté à son comble la tyrannie totalitaire de la Raison historique. Les accusateurs ont des pièces, des textes, des citations, à produire. Dans une querelle scolastique, la défense pourrait fournir les pièces symétriques, qui contredisent ou annulent les précédentes.

« Mais il ne s'agit pas d'un pieux retour à Marx. Plutôt d'un "détour" nécessaire. »

★  
S.J

**LE PASSE D'UNE ILLUSION ; Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle** ; de François FURET 1995 . Robert Laffont-Calmann-Levy

Le gros livre que l'historien de la Révolution française François Furet vient de consacrer à « l'illusion communiste » a pour mérite principal de rassembler tous les poncifs que le sujet a généré depuis la révolution russe. L'auteur cite abondamment ses devanciers, ce qui donne par moment à son travail l'aspect d'une véritable compilation : c'est d'ailleurs son principal intérêt car un non-spécialiste n'a ni le temps, ni la possibilité de consulter la vaste littérature sur ce sujet. Remarquons cependant que les lectures de Furet sont quelque peu orientées car la portion congrue est réservée aux premiers véritables adversaires du stalinisme : les militants de l'Opposition de gauche. Alors que Pierre Pascal (un des membres du petit groupe des communistes français à Moscou en 1918) a droit à 8 pages et Boris Souvarine à 10, Trotsky doit se contenter de rares paragraphes où ses qualités personnelles sont toujours contrebalancées par son aveuglement politique (« Trotsky, jamais en reste d'une erreur », p.173, « Au pouvoir, il n'avait jamais été en retard d'une mesure terroriste », p. 145 ). Victor Serge est cité à plusieurs reprises, alors qu'il méritait bien davantage et Rakovsky qui a écrit sa prophétie « Lettre sur les dangers professionnels du pouvoir » (1928) n'est pas mentionné.

Il semble même que Furet n'ait jamais lu *La révolution trahie* que Trotsky écrivit en 1936 et qui envisageait déjà la possibilité d'une restauration capitaliste en Union-Soviétique. Sa lecture lui aurait peut-être

éviter de toujours caricaturer les positions des adversaires qu'il pourfend en ayant recours à la vieille technique de l'amalgame. A le lire, on a l'impression qu'en dehors des écrivains de droite ou des universitaires, abondamment cités, aucun « marxiste » n'a jamais eu l'audace de noter les ressemblances entre le « communisme » stalinien, (qu'il n'appelle jamais « stalinisme » mais communisme ou encore bolchévisme) et le fascisme. Or, dans *La révolution trahie*, Trotsky parle déjà du « régime totalitaire » soviétique et affirme qu'en dépit de la profonde différence de leurs bases sociales, le stalinisme et le fascisme sont des phénomènes symétriques. Par bien des traits ils se ressemblent d'une façon accablante.

Evidemment la base sociale, soulignée par Trotsky, n'a aucun intérêt pour notre historien puisqu'il n'y a rien de plus incompatible avec une explication de type marxiste, y compris dans ce qu'elle compte, en d'autres cas de vrai, « que les dictatures inédites du XX<sup>e</sup> siècle ». Et à nouveau notre auteur de se gausser des marxistes et des antifascistes influencés par eux, qui font de Mussolini et de Hitler « les marionnettes du Capital ». Après leur avoir attribué les profondes pensées de Staline, Dimitrov et Thorez, Furet ne consacre qu'une petite note de bas de page aux superbes textes que Trotsky consacra à l'Allemagne entre 1930 et 1933 (« la part la plus lucide » de ses écrits en exil) et il n'a pas entendu parler des ouvrages classiques de Daniel Guérin écrits en 1933 et 1936.

Aucun véritable marxiste (c'est-à-dire communiste anti-stalinien), n'a jamais défendu une définition aussi caricaturale du fascisme. Là encore, François Furet pratique l'amalgame, procédé qu'il avait du assimiler au début des années 50, en même temps que l'auteur de ces lignes, quand ils participaient ensemble au Comité de rédaction de *Clarté*, le journal des étudiants communistes ou encore à la Commission fédérale étudiante du PCF, sous la houlette de la future Annie Kriegel.

L'analyse (si l'on peut dire) de la Révolution russe, ou plutôt des passions qu'elle a déchaînées, est celle de la droite classique et des ex-nomenklaturistes reconvertis du type Volkogonov.

Vers 1880, Friedrich Engels polémique avec un professeur de l'Université de Berlin, Eugen Dühring, qui venait de se convertir au socialisme en présentant une théorie complète qui prétendait écraser le matérialisme historique de Marx. Engels lui répondit par un mordant *M.E.Dühring bouleverse la science*.

C'est longtemps après avoir perdu ses illusions et s'être converti, lui, au libéralisme que F.Furet retrouve les accents de M.E.Dühring pour fustiger les adeptes de Marx. Il est vrai que, contrairement à son prédécesseur, il s'est facilité la tâche en prenant essentiellement pour cible non pas ceux qui luttèrent pour faire triompher les idées du *Manifeste communiste de 1848* mais bien les staliniens qui les massacrèrent. Et puisqu'il invoque la grande figure de Rosa Luxembourg et sa dernière brochure sur la révolution russe, montrant « le gouffre qui la sépare déjà de Lénine au pouvoir depuis quelques mois », nous nous permettrons de rappeler comment elle la conclut après avoir formulé toute une série de sérieuses critiques sur la politique bolchevique : « Les bolcheviks ont montré qu'ils peuvent tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire est en état de donner dans les limites des possibilités historiques. Ils ne doivent pas vouloir faire des miracles »

Pour notre part, nous agissons de telle sorte qu'après le naufrage, depuis longtemps prévu, de sa caricature stalinienne, « l'illusion communiste » retrouve une nouvelle jeunesse.

★

Jean-Michel KRIVINE

## XX<sup>e</sup> Congrès national du PT

Le 10<sup>e</sup> Congrès (Rencontre) national du PT, qui s'est tenu à Guapari, dans l'État d'Espirito Santo les 18, 19 et 20 août derniers, a été marqué par trois faits significatifs.

**L**e premier, c'est le départ de Lula de la présidence du parti. Lula avait été président du PT depuis sa fondation, à l'exception de deux périodes où il s'en était retiré pour se présenter à la présidence de la République (entre fin 1987 et fin 1989, où la présidence a été exercée par Olívio Dutra, puis Luis Gushiken, et en 1984 où elle a été exercée par Rui Falcão). Lula avait annoncé dès 1993 qu'il n'avait pas l'intention de rester à la présidence du parti, et il a maintenu cette position malgré les nombreuses pressions. Outre ses arguments sur la nécessité de changer, Lula a affirmé son souhait d'être plus libre pour pouvoir voyager dans le pays, en reprenant et en approfondissant une activité initiée en 1993 et 1994, « les caravanes de la citoyenneté ». Il a également quitté la Commission exécutive nationale et reste seulement membre de la Direction nationale. Lula a soutenu la candidature à la présidence de l'ancien député José Dirceu, qui a été élu.

Le deuxième fait significatif réside dans l'unité raisonnable qui s'est manifestée quant à la définition de la ligne politique générale du parti pour la prochaine période. Toutes les thèses présentées au débat national (six), à l'exception de la thèse de Démocratie radicale, étaient assez claires dans leur opposition au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, caractérisé comme conservateur, et sur la nécessité de combattre le projet néo-libéral dont la mise en œuvre est en cours. Le courant Démocratie radicale lui-même n'a pas défendu très sérieusement sa propre thèse, qu'il a retirée pour appuyer celle du courant Articulation-Unité dans la lutte. Cette unité a été facilitée par le conservatisme des plus explicites de l'action du gouvernement de Fernando Henrique lors des premiers mois écoulés. Résumant le point de vue de beaucoup de membres du PT, dont lui-même, qui avaient initialement des doutes sur ce que serait ce nouveau gouvernement, Lula a évoqué dans une réunion de la Direction nationale l'erreur d'appréciation sur Fernando Henrique, de ceux qui imaginaient qu'il pourrait conserver quelques restes de ses anciennes positions de gauche, et se démarquer de l'aile la plus conservatrice de la coalition qui le soutient : « A vrai dire, le problème du gouvernement de Fernando Henrique, ce n'est pas

le Parti du Front libéral, mais Fernando Henrique lui-même » Par ailleurs, le PT reste très divisé quant au projet à plus long terme, sur la façon de remettre le socialisme à l'ordre du jour (ce que même Démocratie radicale continue à défendre, en principe).

En troisième lieu, le 10<sup>e</sup> Congrès a été caractérisé par un affrontement très vif entre deux blocs qui se sont formés, le premier réunissant Articulation unité dans la lutte, Démocratie radicale et une partie de la gauche du parti au précédent Congrès (avec, entre autres, l'ancien président du parti, Rui Falcão) ; le second regroupant la majorité de l'Option de gauche (la majorité d'Articulation de gauche, Démocratie socialiste et d'autres militants) et les deux secteurs issus de la division du courant dans la Lutte, PT. Les secteurs qui ont formé le bloc de gauche ont présenté une thèse commune au Congrès (en fusionnant les thèses antérieures) et une charte commune autour d'un candidat à la présidence du parti, Hamilton Pereira : ils ont recueilli plus de 46 % des votes des délégués. Les secteurs qui ont formé l'autre bloc ont présenté des chartes séparées, et dans le cas du secteur dirigé par Rui Falcão, également une thèse séparée, et se sont regroupés autour de la candidature de José Dirceu. Articulation Unité dans la lutte a recueilli 40 % des voix, Démocratie radicale près de 7,5 % et le secteur de Rui Falcão presque 6 %.

**L'APRETÉ DE LA DISCUSSION** ne s'explique pas, comme on l'a vu, par de grandes divergences quant à la ligne politique pour la période qui s'ouvre - de grandes divergences pourraient opposer Démocratie radicale aux autres groupements, mais ce courant a renoncé à défendre ses positions devant le Congrès. L'explication réside plutôt dans des questions d'orientation touchant à la construction du parti, dans des affrontements à caractère régional et dans la dispute pour acquérir la majorité. En général, Articulation-Unité dans la lutte a affirmé la nécessité que « le parti assume aussi sa condition de parti de gouvernement » (dans certains États et certaines municipalités), qu'il attache davantage d'importance à l'action de ses élus, etc. Tout cela s'est traduit, par exemple, dans des propositions pour une plus forte participation des "personnalités" du parti dans les instances diri-

geantes. Bien évidemment, on a aussi beaucoup insisté sur la nécessité d'approfondir les liens avec les mouvements sociaux, de renforcer leur organisation.

Plus important peut-être que ces divergences (qui n'ont pas été complètement clarifiées) pour comprendre l'âpreté de la discussion, il faut voir que le courant Articulation-Unité dans la lutte, qui représentait l'axe de la majorité historique du parti, a déployé de grands efforts pour augmenter sa représentation, récupérer l'hégémonie sur le parti, en critiquant la majorité issue du 8<sup>e</sup> Congrès (en 1993). Tout cela a été facilité par la division au sein d'Articulation de gauche.

**EN TOUT ÉTAT DE CAUSE**, rien n'indique que le 10<sup>e</sup> Congrès conduira à une nouvelle hégémonie politique dans le PT. La majorité de 54 % qui s'est formée est très hétérogène. Peu de choses, par exemple, réunissent José Genoino (principal dirigeant de Démocratie radicale) et Rui Falcão. Cela dit, il est impossible de parler d'hégémonie alors qu'on n'a pas débattu des projets à moyen et à long termes. Par ailleurs, la gauche qui s'est regroupée sur une charte qui a recueilli 46 % des voix est également assez hétérogène : elle se divise aujourd'hui en trois courants pour l'essentiel (l'Option de gauche et les deux secteurs issus de la division du courant la Lutte, PT).

La polarisation entre les deux blocs a été maintenue lors de la réunion de la Direction nationale les 16 et 17 septembre. La décision du courant Articulation-Unité dans la lutte de se réserver les fonctions les plus importantes au sein de la commission exécutive nationale a donné lieu à une protestation de la liste Socialisme et démocratie, dont les membres n'ont pas pris part au vote de cette question. Ainsi sur les 18 sièges de la commission seuls 10 sont occupés et les 8 autres sont restés vacants. Il faudra attendre la prochaine réunion de la Direction nationale pour savoir si cette question pourra être résolue d'une façon positive et si la direction du parti aura les conditions de travailler dans un cadre vraiment unitaire. Alors seulement il sera possible de se faire une idée plus claire de la façon dont le PT abordera la prochaine période.

